



Données de référence 2018 (01/01/2018 - 31/12/2018)

Dates de début et fin de la campagne de collecte des données : 01/03/2019 - 01/10/2019

Objectif :

La CEPEJ a décidé, lors de sa 31^{ème} réunion plénière, de lancer le huitième cycle d'évaluation 2018 – 2020, portant sur les données de l'année 2018.

La CEPEJ souhaite utiliser la méthodologie développée dans le cadre des cycles d'évaluation précédents pour obtenir, en s'appuyant sur son réseau de correspondants nationaux, une évaluation globale des systèmes judiciaires des 47 Etats membres du Conseil de l'Europe ainsi que de trois pays observateurs (Israël, le Maroc et le Kazakhstan). Ceci permettra aux décideurs publics et aux praticiens du droit d'agir en tenant compte de ces informations uniques.

Le présent questionnaire a été adapté par le Groupe de travail sur l'évaluation des systèmes judiciaires (CEPEJ-GT-EVAL) à la lumière des cycles d'évaluation précédents et en tenant compte des commentaires des membres, observateurs, experts et correspondants nationaux de la CEPEJ. Le but de cet exercice est d'accroître la connaissance des systèmes judiciaires des Etats participants, de comparer le fonctionnement des systèmes judiciaires dans ses divers aspects ainsi que de comprendre les tendances de l'organisation judiciaire pour contribuer à améliorer l'efficacité de la justice. Le questionnaire d'évaluation et l'exploitation des résultats obtenus par ce biais ont pour ambition de devenir un véritable outil de politique publique de la justice, au service des citoyens européens.

Instruction :

La manière d'utiliser l'application et de répondre aux questions est guidée par deux documents principaux:

- le manuel d'utilisation et,
- la note explicative.

Tandis que la note explicative apporte des définitions et explications sur le questionnaire d'évaluation de la CEPEJ et la méthodologie nécessaire pour y répondre, le manuel d'utilisation est un outil pour vous aider à naviguer dans cette application. Vous pouvez télécharger la note explicative dans son intégralité sur le site web de la CEPEJ. Les explications spécifiques sont également accessibles pour chaque question dans l'application sous l'onglet « Note explicative ». Ce dernier constitue un outil de consultation immédiate lorsque vous répondrez aux questions.

Le manuel d'utilisation est accessible dans l'onglet « Documentation » de l'application.

Si vous avez des questions relatives à ces documents ou à l'utilisation de l'application, n'hésitez pas à contacter le Secrétariat.

1. Informations générales et financières

1.1. Données démographiques et économiques

1.1.1. Habitants et informations économiques



001. Nombre d'habitants (si possible au 1er janvier de l'année de référence +1)

[3 723 500]

Commentaires This figure has changed for the year 2018.

002. Total des dépenses publiques annuelles au niveau national et le cas échéant, les dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €)

	Montant
Niveau national ou fédéral	3 229 713 430 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Niveau territorial/entités fédérales (total pour l'ensemble des niveaux territoriaux/entités fédérales)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires

003. PIB par habitant (en €) en prix courant pour l'année de référence

[3 587]

Commentaires

004. Salaire moyen brut annuel (en €) pour l'année de référence

[]

NA

Commentaires

005. Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1er janvier de l'année de référence +1

[3.0597]

Autorisation de décimales : 5

NAP

Commentaires

A1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 1 à 5 :

Sources : Data obtained from: the National Statistics Office of Georgia (GeoStat) (see www.geostat.ge);
the National Bank of Georgia (see www.nbg.ge)

1.1.2. Données budgétaires relatives au système judiciaire



006. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux, en € (sans le budget du ministère public et sans le budget de l'aide judiciaire). Si vous ne pouvez pas distinguer le budget alloué aux tribunaux des budgets alloués au ministère public et/ou à l'aide judiciaire, merci de vous référer à la question 7. Si vous êtes en mesure de répondre à

la question 6, veuillez répondre NA à la question 7.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
TOTAL - Budget public annuel alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7)	24 976 809 [] NA [] NAP	24 553 167 [] NA [] NAP
1. Budget public annuel alloué aux salaires (bruts)	16 888 579 [] NA [] NAP	16 699 507 [] NA [] NAP
2. Budget public annuel alloué à l'informatisation	295 877 [] NA [] NAP	312 322 [] NA [] NAP
3. Budget public annuel alloué aux frais de justice (frais d'expertise, d'interprètes, etc.)	2 317 767 [] NA [] NAP	2 227 512 [] NA [] NAP
4. Budget public annuel alloué aux bâtiments des tribunaux (maintenance, budget de fonctionnement)	1 260 868 [] NA [] NAP	1 254 920 [] NA [] NAP
5. Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)	2 357 604 [] NA [] NAP	2 350 150 [] NA [] NAP
6. Budget public annuel alloué à la formation	535 279 [] NA [] NAP	484 569 [] NA [] NAP
7. Autres (veuillez préciser)	1 320 835 [] NA [] NAP	1 224 187 [] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble des tribunaux qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : The difference between the approved and implemented budget every year can be explained by the savings received as a result of conducted tender; remained unused funds from signed service contracts during the year.

Regarding increase of 88% of the approved budget for computerization, and of 107% of the implemented one, also increase of 217% for investments in new court buildings: this is because there was a need to build additional buildings for Tbilisi City Court and few other regional courts. The Parliament approved increased budget to build these new buildings and to purchase computers for new buildings, as well as furniture and other items that fall in the category "other", which include vehicle insurance, costs for purchasing official vehicles, costs for Social security of court employees, furniture, health insurance, technical, business trip, establishment salary, transport expenses and other office expenses.

007. Si vous ne pouvez pas répondre à la question 6 parce que vous ne pouvez pas isoler le budget public alloué aux tribunaux des budgets publics alloués au ministère public et/ou à l'aide judiciaire, veuillez remplir uniquement la ligne adéquate dans le tableau selon votre système :

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et au ministère public	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et à l'aide judiciaire	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Total du budget public annuel alloué aux tribunaux, au ministère public et à l'aide judiciaire	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
---	---------------------	---------------------

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

008. Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe pour intenter une procédure devant un tribunal de droit commun :

	Obligation de payer une taxe pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun ?
en matière pénale	() Oui (X) Non
en matière autre que pénale	(X) Oui () Non

S'il existe des exceptions à la règle de payer une telle taxe , veuillez préciser ces exceptions : Exceptions to the rule could be socially vulnerable group and others provided by Article 5 of Law of Georgia on State Tax.

008-1. Quelle est, en quelques mots, la méthode de calcul de cette taxe :

- In the court of first instance tax is 3% of the value of the dispute subject (but not less than 100 GEL). In the court of second instance tax is 4% of the value of the dispute subject (but not less than 150 GEL) In the court of highest instance tax is 5% of the value of the dispute subject (but not less than 300 GEL) This and additional rules and methodology of calculation of court taxes and fees are defined in Article 39 of Civil Procedure Code of Georgia.

008-2. Montant de la taxe exigée pour engager une action en recouvrement d'une créance d'un montant de 3000€ :

[90]
[] NA
[] NAP

Commentaires In this case court fee is 90€ (3% of the debt amount).

009. Montant annuel des taxes perçues par l'Etat (en €) :

[5 408 338]
[] NA
[] NAP

Commentaires

012. Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire, en €.

TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
--------------	-------------------------	------------------------------------

TOTAL - Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire (12.1 + 12.2)	2 055 148 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires

012-1. Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire (12-1.1 + 12-1.2)	1 698 042 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12-1.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12-1.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Si le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

013. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué au ministère public, en €.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué au ministère public, en € (dont 13.1)	11 328 592 [] NA [] NAP	11 220 165 [] NA [] NAP
13.1 Budget public annuel alloué à la formation du ministère public	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement du ministère public qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : In comparison to 2016 the 2018 budget of the Prosecution Service of Georgia (PSG) is increased for GEL 1 000 000. However, due to the recent devaluation of GEL it appears less than 2016 budget in EUR. The difference between the approved and implemented budget is within the limit stipulated by the legislation of Georgia exceeding of which requires explanation. Nevertheless, PSG can provide additional information if needed.

014. Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux (réponses multiples possibles) :

Préparation du budget global des tribunaux	Adoption/approbation du budget global des tribunaux	Gestion et répartition du budget entre les tribunaux	Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national
--	---	--	--

Ministère de la Justice	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP
Autre ministère	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP
Parlement	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP
Cour Suprême	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP
Conseil Supérieur de la Magistrature	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP
Tribunaux	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP
Organisme d'inspection	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP
Autre	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP

Si autre ministère et/ou organisme d'inspection et/ou autre, veuillez préciser : The High Council of Justice and the Department of Common Courts under the High Council of Justice are entrusted with responsibilities related to the budget within all courts except the Supreme Court. The draft annual budget of common courts, which is the part of the annual state budget, is presented to the Georgian Government by the High Council of Justice, on the basis of proposal of the Department of Common Courts. The Department of Common Courts, during preparation of the budget of each common court consults with the court's president and manager. In the preparation of the courts' budget, the Department of Common Courts is also a liaison between the common courts and the Ministry of Finance. During the process of preparation of annual budget, as well as during spending procedure (how courts should spend their budget) courts determine qualitative and quantitative standards of the purchasable goods and services. Department of Common Courts ensures implementation of the budget in accordance with the procedures defined by the law. Aforementioned functions are carried out independently by the Supreme Court. The Supreme Court has a separate budget and its president is in charge of preparation and management of the budget. The Supreme Court has a separate budget from other courts of general jurisdiction. It is involved in the preparation and management of its budget. Inspection body is State Audit Office of Georgia.

014-1. (ancienne question 61) Quelles instances possèdent des compétences budgétaires au sein des tribunaux ?

	Préparation du budget	Arbitrage et répartition du budget	Gestion quotidienne du budget	Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget
Conseil d'administration	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Président du tribunal	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Directeur administratif du tribunal	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Greffier en chef	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autre	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : The High Council of Justice and the Department of Common Courts under the High Council of Justice are entrusted with responsibilities related to the budget within all courts except the Supreme Court. The draft annual budget of common courts, which is the part of the annual state budget, is presented to the Georgian Government by the High Council of Justice, on the basis of proposal of the Department of Common Courts. The Department of Common Courts, during preparation of the budget of each common court consults with the court's president and manager. In the preparation of the courts' budget, the Department of Common Courts is also a liaison between the common courts and the Ministry of Finance. During the process of preparation of annual budget, as well as during spending procedure (how courts should spend their budget) courts determine qualitative and quantitative standards of the purchasable goods and services. Department of Common Courts ensures implementation of the budget in accordance with the procedures defined by the law. Aforementioned functions are carried out independently by the Supreme Court. The Supreme Court has a separate budget and its president is in charge of preparation and management of the budget.

A2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 6 à 14 :

Sources : 6. Law of Georgia on State Budget of 2018; Plan of the Department of Common Courts on State Procurement of 2018
8. Georgian Law about State Tax
9. Consolidated budget revenues of Georgia
14. Georgian Law on Common courts

1.1.3. Données budgétaires relatives à l'ensemble du système de justice

015-1. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué à l'ensemble du système de justice, en € (ce budget global inclut le budget du système judiciaire – voir 15-2 ainsi que d'autres éléments du système de justice – voir 15-3) :

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice, en €	89 422 420 [] NA [] NAP	88 311 340 [] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus et préciser notamment si une part importante du budget provient d'une organisation internationale. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble du système de justice qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

015-2. Eléments du budget du système judiciaire (Q6, Q7, Q12, Q13)

	Inclus	Non inclus	N'existe pas (NAP)
Tribunaux (voir question 6 ou 7)	(X)	()	()
Aide judiciaire(voir question 12 ou 7)	(X)	()	()

Ministère public (voir question 13 ou 7)	(X)	()	()
--	-------	-----	-----

015-3. Autres éléments budgétaires

	Inclus	Non inclus	N'existe pas (NAP)
Système pénitentiaire	(X)	()	()
Service de probation	(X)	()	()
Conseil supérieur de la magistrature	(X)	()	()
Cour constitutionnelle	()	(X)	()
Service de gestion du système judiciaire	()	(X)	()
Service de l'avocat d'Etat	()	(X)	()
Service de l'exécution	()	(X)	()
Notariat	()	(X)	()
Service d'expertise légale	()	(X)	()
Protection judiciaire de la jeunesse	()	(X)	()
Fonctionnement du ministère de la Justice	()	(X)	()
Services des demandeurs d'asile et réfugiés	()	(X)	()
Service d'immigration	()	(X)	()
Certains services de police (ex : transfert, enquête, sécurité des détenus)	()	(X)	()
Autres	()	(X)	()

Si « autres », veuillez préciser :

A3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 15-1, 15-2 et 15-3:

Sources : www.mof.ge/5235 - Chapter VI. Payments from the state budget for 2018 in accordance with the program classification.

2. Accès à la justice et à l'ensemble des tribunaux

2.1.Aide judiciaire

2.1.1.Champ d'application de l'aide judiciaire

016. L'aide judiciaire concerne-t-elle :

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Représentation devant les tribunaux	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP
Conseil juridique, ADR et autres services juridiques	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP

016-1. Veuillez décrire brièvement l'organisation du système d'aide judiciaire dans votre pays à la fois avant d'aller devant le tribunal et durant la procédure ?

- There are two types of legal assistance in Georgia: legal aid and legal consultation. The latter is accessible for everyone despite the insolvency. The legal aid means drafting of legal documents and representation in the court.

In criminal cases, legal aid is provided if a person is insolvent (insolvency criteria is established by the Government Decree N424) and if it is not mandatory defense case. A person is deemed insolvent if s/he is registered in the unified database of the socially vulnerable families and his/her rating point is 70 thousand or less; besides, socially vulnerable person is also considered insolvent in case of holding 100 thousand or less points and if s/he belongs to one of the below listed categories:

- Member of the family with many children, that has 3 or more children under 18 years old;
- Veteran of war or military forces:
- A person with limited capacity status under 18 years of age;
- Adult with the status of distinct or significant limited capacities;
- An individual with the status of distinct, significant or moderate limited capacities, if this limitation of capacities takes place from childhood.
- An orphan under 18 years of age;
- Internally displaced persons as a result of Russian military aggression against Georgia

-In civil and administrative cases, representation is provided if these two criteria are met: a) a person is insolvent;

b) case is complex and important; There are also mandatory defense cases on civil and administrative law matters: e.g. recognition as a beneficiary of support in civil law, etc.

017. L'aide judiciaire prévoit-elle la couverture ou l'exonération des frais de justice ?

(X) Oui

() Non

[] NAP

Si oui, veuillez préciser : According to the law on "State Fees" (art. 5, par. 1, 11), the socially vulnerable parties registered in the database are exempt from the court fees.

018. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des

décisions de justice (par exemple : honoraires d'un agent d'exécution) ?

- () Oui
 (X) Non
 [] NAP

Si oui, veuillez préciser :

019. L'aide judiciaire peut-elle être allouée pour d'autres frais (différents de ceux indiqués aux questions 16 à 18, par exemple honoraires d'un conseiller technique ou expert, honoraires d'autres professionnels de la justice (notaires), frais de voyage, etc.) ?

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Allocation de l'aide judiciaire pour d'autres frais	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	() Oui (X) Non [] NA [] NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Legal Aid Service has very limited budget to pay for the costs of expert examination for criminal defendants. According to art. 46 par. 4 of the Criminal Procedure Code of Georgia, if the criminal case is covered by Legal Aid, the State shall also cover the other indirect expenses related to the exercise of the right of the defence. However, the Legal Aid Service has a very limited budget to pay for the expert examination conducted upon request of the defence. As for the travel costs, the in-house lawyers use the Service automobiles. In case of the lawyers who are registered in the registry of the private lawyers and are involved in the case when there is conflict of interests, the Service remunerates their travel costs.

2.1.2. Informations relatives à l'aide judiciaire



020. Veuillez indiquer le nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire :

	Total	Affaires portées devant les tribunaux	Affaires non portées devant les tribunaux
TOTAL	16 086 [] NA [] NAP	12 068 [] NA [] NAP	4 018 [] NA [] NAP
En matière pénale	12 413 [] NA [] NAP	8 431 [] NA [] NAP	3 982 [] NA [] NAP
En matière autre que pénale	3 673 [] NA [] NAP	3 637 [] NA [] NAP	36 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez préciser le cas échéant :

021. En matière pénale, les personnes n'ayant pas les moyens financiers suffisants peuvent-elles bénéficier de l'assistance gratuite (ou financée par un budget public) d'un avocat?

	Assistance gratuite d'un avocat
Personnes mises en cause	(X) Oui () Non
Victimes	(X) Oui () Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : According to art. 45 of the criminal procedure code, the defense is mandatory when

- a) a defendant is a juvenile;
- b) a defendant does not speak the language of the criminal proceedings;
- c) a defendant has a physical or mental disability that prevents him/her from exercising a self defense;
- d) a court order (ruling) assigning mental examination has been rendered;
- e) the Criminal Code of Georgia foresees life imprisonment as a punishment for a committed crime;
- f) a defendant is in the process of negotiating a procedural agreement;
- g) a defendant is charged with a crime for which this Code foresees a jury trial;
- h) a defendant evades from appearance before the investigative bodies;
- i) a defendant is removed from the courtroom;
- j) a defendant is an unidentified person;

Besides, on the basis of the Article 15 of the Code of Juvenile Justice of Georgia, a minor person to be interviewed/a minor witness is entitled to free legal assistance at any stage of the criminal proceedings if s/he is insolvent or is a person to be interviewed/witness on the crime envisaged by the XIX (Crimes against Life), XX (Crimes against Health) and XXII (Crime against Sexual Freedom and Sexual Inviolability) chapters and the articles 1441-1443 of the Criminal Code of Georgia:

Article 1441 - Torture 1. Torture, i.e. exposing a person, his/her close relative or the person who is dependent on him/her materially or otherwise to such conditions or treating him/her in a manner that causes severe physical pain or psychological or moral anguish, and which aims to obtain information, evidence or confession, threaten or coerce, or punish the person for the act he/she or a third person has committed or has allegedly committed, - shall be punished by imprisonment for a term of seven to ten years. 2. The same act committed: a) by an official or a person holding equivalent position; b) by abusing the official position; c) repeatedly; d) against two or more persons; e) by more than one person; f) by violating the equality of persons, or due to their race, colour, language, sex, religion, belief, political or other views, national, ethnic, social belonging, origin, place of residence, material status or title; g) knowingly by the offender against a pregnant woman, a minor, a person detained or otherwise deprived of freedom, a helpless person or a person dependent on the offender materially or otherwise; h) by contract; i) for the purpose of taking a hostage, - shall be punished by imprisonment for a term of two to five years, with or without deprivation of the right to hold an office or carry out a particular activity for up to five years. 3. The same act committed by an organised group, - shall be punished by imprisonment for a term of twelve to seventeen years, with deprivation of the right to hold an official position or to carry out a particular activity for up to five years.

Article 1442 - Threat of torture The threat of the creation of the conditions, or of the application of the treatment or punishment specified in Article 1441 of this Law, which is carried out for the same purpose, - shall be punished by a fine or restriction of liberty for up to two years.

Article 1443 - Degrading or inhuman treatment 1. Degrading or coercing a person, or exposing a person to inhuman, degrading and humiliating conditions as a result of which he/she suffers severe physical and psychological pains, - shall be punished by restriction of liberty for up to three years or by imprisonment for a term of two to five years. 2. The same act committed: a) by an official or a person holding equivalent position; b) by abusing the official position; c) repeatedly; d) against two or more persons; e) by more than one person; f) by violating the equality of persons, or due to their race, colour, language, sex, religion, belief, political or other views, national, ethnic, social belonging, origin, place of residence, material status or title; g) knowingly by the offender against a pregnant woman, a minor, a person detained or otherwise deprived of freedom, a helpless person or a person dependent on the offender materially or otherwise; h) by contract; i) for the purpose of taking a hostage, - shall be punished by imprisonment for a term of four to six years, with or without deprivation of the right to hold an official position or to carry out a particular activity for up to five years.

022. En matière pénale, ont-elles le libre choix de l'avocat dans le cadre de l'aide judiciaire?

	libre choix de l'avocat
Personnes mises en cause	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Victimes	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

023-0. Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et/ou des biens (patrimoine) du demandeur avant d'octroyer l'aide judiciaire complète ou partielle ?

- () Oui
(X) Non

Commentaires - Veuillez préciser si d'autres critères sont pris en compte pour l'octroi de l'aide judiciaire et veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus :

023. Si oui veuillez indiquer ci-dessous:

	Montant du revenu annuel (pour une personne), (en €)	Valeur des biens (patrimoine) (pour une personne), (en €)
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière pénale	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière autre que pénale	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière pénale	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière autre que pénale	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP

024. Est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien-fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice ou en raison de l'absence d'un éventuel succès) ?

- () Oui
(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez expliquer les critères concrets pour refuser l'aide judiciaire :

025. La décision d'accorder ou de refuser l'aide judiciaire est-elle prise par :

- () le tribunal
() une instance extérieure au tribunal
(X) une instance mixte (tribunal/organe externe)

Commentaires

026. Existe-t-il un système privé d'assurance de protection juridique permettant aux personnes physiques (cela ne concerne pas les entreprises ou autres personnes morales) de financer une action en justice ?

- (X) Oui
() Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez donner des indications sur le développement actuel de ce type d'assurance dans votre pays; s'agit-il d'un phénomène en progression ?

027. La décision judiciaire peut-elle préciser la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés :

	La décision judiciaire précise le partage des frais de justice
en matière pénale	() Oui (X) Non
en matière autre que pénale	(X) Oui () Non

Commentaires

B1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 20 et 23 :

Sources : 2018 annual report of Legal Aid Service <http://www.legalaid.ge/files/2019-05/LAS%20Annual%20Report-2018.pdf>

2.2. Usagers des tribunaux et victimes

2.2.1. Droits des usagers et victimes

028. Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: ministère de la Justice, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement :

	Oui	Adresse(s) internet :
aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.)	()	(X) www.matsne.gov.ge
à la jurisprudence des hautes juridictions	()	(X) www.supremecourt.ge
à d'autres documents (par exemple le téléchargement de formulaires, l'enregistrement en ligne)	()	(X) www.hcoj.gov.ge ; www.ecourt.ge

Veuillez préciser quels documents et informations sont inclus dans « à d'autres documents » : Forms for legal documents like statements, applications, complaints, Etc. www.hcoj.gov.ge

Online registration of legal case. www.ecourt.ge

029. Votre système prévoit-il une obligation d'informer les parties concernant les délais prévisibles de la procédure judiciaire ?

(X) Oui, toujours

() Non

() Oui, seulement dans quelques situations particulières

Commentaires - Si oui seulement dans quelques situations particulières, veuillez préciser :

030. Existe-t-il un système d'information spécifique, public et gratuit, pour informer et aider les victimes d'infractions ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

031. Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables aux catégories de personnes vulnérables suivantes, au cours des procédures judiciaires ?

	Dispositif d'information	Modalités particulières pour les auditions	Autres modalités particulières
Victimes de violence sexuelle/viol	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Victimes du terrorisme	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Mineurs (témoins ou victimes)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Victimes de violence domestique	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Minorités ethniques	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Personnes handicapées	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Délinquants mineurs	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autres (par exemple, les victimes de la traite des êtres humains, mariage forcé, mutilation sexuelle)	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires - Si « autres personnes vulnérables » et/ou « autres modalités particulières », veuillez préciser : According to Article 81(3) of the Code of Georgia on Civil Procedure, during civil proceedings the rights and interests of minors, from age 7 till 18, are protected by their parents, adoptive parents or care givers. In such cases the court is obliged to involve minors in the proceedings. The same rule applies to administrative cases.

In criminal proceedings minors can participate as witnesses. Under the age of 14 they can participate only in case if their legal representative agrees on questioning the minor and also agrees to take a part in a court hearing. From the age of 14 till 18 minor can participate only in case if she/he can verbally or in other form tell the important information concerning the case.

According to Criminal Code of Georgia, the age of criminal responsibility is 14. Therefore, persons from the age of 14 till the age of 18 are called juvenile offenders.

Criminal proceedings for juvenile offenders are different than those of full aged offenders, and are subject of the following different criminal regime:

- The length of sentences for juvenile offenders are lower;
- Only the judge with a specialized training in juvenile matters and psychology can participate in a court hearing where the offenders are under aged;
- Usually court hearings are public, but when there is the case of juvenile offender, for the sake of the youth the court hearing is closed;
- Juvenile offenders should a priori be represented by a qualified lawyer.

031-1. Les mineurs peuvent-ils être parties à une procédure judiciaire :

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser pour quelles procédures (civile, pénale, administrative/procédure normale ou accélérée) et à

quelles conditions (les mineurs peuvent-ils bénéficier de l'aide judiciaire, d'un avocat, etc.) : Regarding the crime and Administrative offences (minor offences) the relevant law is the Juvenile Justice Code of Georgia. According to article 10 of the code minors in conflict with the law have the right to participate in juvenile justice procedure, directly and/or through a legal representative. The same code states, that Juvenile justice procedure shall be conducted without any unjustified delay and that the court shall hear the case of minor in conflict with the law as a top priority (Art. 11). Article 15 provides the procedural rights of the minor, according to the named article: At any stage of criminal proceedings, an accused/convicted/acquitted minor and a minor victim shall be provided with the free legal aid, unless a defence lawyer (defence by agreement) hired by the minor participates in the proceedings.

According to article 81(3) of the Code of Georgia on Civil Procedure, during civil proceedings the rights and interests of minors, from age 7 till 18, are protected by their parents, adoptive parents or curators. In such cases the court is obliged to involve minors in the proceedings. The same rule applies to administrative cases.

In criminal proceedings minors can participate as witnesses. Under the age of 14 they can participate only in case if their legal representative agrees on questioning the minor and also agrees to take a part in a court hearing. From the age of 14 till 18 minor can participate only in case if s/he can verbally or in other form tell the important information concerning the case.

According to Criminal Code of Georgia, the age of criminal responsibility is 14.

Therefore, persons from the age of 14 till the age of 18 are called Juvenile offenders.

Criminal proceedings for juvenile offenders are different than those of full aged offenders, and are subject of the following different criminal regime:

- The length of sentences for juvenile offenders are lower;
- Only the judge with a specialized training in juvenile matters and psychology can participate in a court hearing where the offenders are under aged;
- Usually court hearings are public, but when there is the case of juvenile offender, for the sake of the youth the court hearing is closed;
- Juvenile offenders should a priori be represented by a qualified lawyer.

032. Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?

(X) Oui, veuillez préciser pour quels types d'infractions :The victims of crime may seek compensation for the material, moral and/or physical damages suffered as a result of a criminal activity. In case the damage emanated from the state, the source of the compensation will be the state budget. In other cases where the damage resulted from the offender – private person, the damages will be recovered from the offender. In both cases the basis for the compensation is the court decision. In order to obtain compensation the victim is entitled to file a civil complaint through the civil procedure outside the criminal or administrative cases. Moreover, according the Article 92 of the Criminal Procedure Code of Georgia, the victim have the right to seek compensation through civil or administrative proceedings, if there was wrongful or unreasoned decisions made against him/her during investigation or at court hearings.

() Non

Commentaires The victims of crime may seek compensation for the material, moral and/or physical damages suffered as a result of a criminal activity. In case the damage emanated from the state, the source of the compensation will be the state budget. In other cases where the damage resulted from the offender – private person, the damages will be recovered from the offender. In both cases the basis for the compensation is the court decision. In order to obtain compensation the victim is entitled to file a civil complaint through the civil procedure outside the criminal or administrative cases. Moreover, according the Article 92 of the Criminal Procedure Code of Georgia, the victim have the right to seek compensation through civil or administrative proceedings, if there was wrongful or unreasoned decisions made against him/her during investigation or at court hearings.

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

(X) Oui

() Non

033. Si oui, cette indemnisation provient-elle :

- d'un dispositif avec des fonds publics
- des dommages et intérêts à payer par la personne responsable
- d'un dispositif avec des fonds privés

Commentaires

034. Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts octroyés aux victimes par les juridictions ?

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez illustrer avec des données disponibles concernant le taux de recouvrement, le nom des études, la fréquence des études et l'organe responsable :

035. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance) ?

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

036. Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire ? Veuillez vérifier la cohérence de votre réponse avec celle de la question 105 qui traite de la possibilité pour un procureur "de classer une affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge". (La réponse NAP signifie que le procureur ne peut pas décider de classer une affaire de son propre chef. Une décision d'un juge est nécessaire.)

- Oui
- Non
- NAP

Commentaires - Le cas échéant, veuillez préciser :

037. Existe-t-il un système d'indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :

	Nombre de demandes d'indemnisation	Nombre de condamnations	Montant total (in €)
Total	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Durée excessive de la procédure	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Non-exécution des décisions de justice	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Arrestation injustifiée	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Condamnation injustifiée	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Autre	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Le cas échéant, veuillez fournir des renseignements concernant la procédure d'indemnisation et la méthode de calcul du montant de l'indemnisation (par exemple, le tarif journalier pour une arrestation ou une condamnation injustifiée) : According to article 92 of the Code of Criminal the person has a right to seek compensation for damages through civil or administrative proceedings, if there was a wrongful procedural action or unlawful decision taken against him/her.

2.2.2. Confiance et satisfaction des citoyens dans leur système de justice



038. Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes auprès des professionnels de la justice et des usagers des tribunaux pour mesurer leur confiance dans la justice et leur degré de satisfaction par rapport au service rendu ? Si oui, à quelles fréquences et à quels niveaux ?

	Au niveau national	Au niveau des tribunaux
1. Enquêtes auprès des juges	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
2. Enquêtes auprès du personnel des tribunaux	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
3. Enquêtes auprès des procureurs	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
4. Enquêtes auprès des avocats	<input checked="" type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
5. Enquêtes auprès des parties	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
6. Enquêtes auprès d'autres usagers des tribunaux (par exemple jurés, témoins, experts, interprètes, représentants des agences gouvernementales, ONG)	<input checked="" type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
7. Enquêtes auprès des victimes	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc

8. Autre(s) enquête(s) non mentionnée(s)	<input type="checkbox"/> Annuelle	<input type="checkbox"/> Annuelle
	<input type="checkbox"/> Autre type de fréquence	<input type="checkbox"/> Autre type de fréquence
	<input type="checkbox"/> Ad hoc	<input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc

Commentaires - Veuillez indiquer les références et les liens vers les enquêtes de satisfaction citées : PSG has not conducted surveys aimed at prosecutors during the reference year.

040. Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte concernant le fonctionnement du système judiciaire ? (par exemple le traitement d'une affaire par un juge ou la durée d'une procédure)

Oui

Non

Commentaires

041. Si oui veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Autorité compétente pour traiter de la plainte	Existence d'un délai pour cette autorité pour traiter la plainte
Tribunal concerné	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Instance supérieure	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Ministère de la Justice	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Conseil supérieur de la magistrature	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires Such complaints are formally submitted only through the disciplinary procedure before the High Council of Justice. High Council of Justice has a time limit to deal with such complaints. The court concerned or the higher court do not formally deal with such kind of complaints, however sometimes parties submit complaints also to these courts. In such a case the formal answer is that the party has to apply to the High Council of Justice.

041-1. Si oui, veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Nombre de plaintes	Montant des indemnisations accordées
Tribunal concerné	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Instance supérieure	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Ministère de la Justice	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Conseil supérieur de la magistrature	318 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si possible, veuillez donner des informations sur l'efficacité de cette procédure de plainte et veuillez indiquer tout commentaire utile : The procedure is prescribed by the organic law of Georgia on Common Courts, proceedings against a judge shall be initiated, as well as a preliminary examination and investigation shall be conducted by an independent inspector of the High Council of Justice of Georgia ("the Independent Inspector"). The Independent Inspector shall submit his/her opinions and views to the High Council of Justice of Georgia. The Independent Inspector shall, within two months after receiving a complaint, application or any other information about a judge having committed a disciplinary misconduct, perform a preliminary examination of the validity of the complaint, application or information.

Based on the preliminary examination results, the High Council of Justice of Georgia shall evaluate the validity of initiating disciplinary prosecution against a judge and shall, by two-thirds majority of the full list, make the decision to initiate disciplinary prosecution against the judge and take explanations from the judge. If the judge is disciplinary sanctioned and the decision is served accordingly, disciplinary case is transferred to the Disciplinary Board for consideration. Disciplinary Board considers the case within 2 months. The decision of Disciplinary Board can be appealed in the Disciplinary Chamber of the Supreme Court within 10 days. Disciplinary proceedings will be considered by the Disciplinary Chamber within a month from the moment of submission of the complaint. If there are any objective circumstances, Chief Justice may extend the period of disciplinary proceedings for a month.

3. Organisation des tribunaux

3.1. Tribunaux

3.1.1. Nombre de tribunaux

042. Nombre de tribunaux considérés comme entités juridiques (structures administratives) et implantations géographiques.

	Nombre de tribunaux
42.1 Tribunaux de droit commun de 1ère instance (entités juridiques)	26 [] NA [] NAP
42.2 Tribunaux spécialisés de 1ère instance (entités juridiques)	[X] NA [] NAP
42.3 Tous les tribunaux (implantations géographiques) (ce chiffre inclut les tribunaux de droit commun de 1ère instance, les tribunaux spécialisés de 1ère instance, tous les tribunaux de seconde instance et cours d'appels et toutes les cours suprêmes)	29 [] NA [] NAP

Commentaires

043. Nombre (entités juridiques) de tribunaux spécialisés (ou ordre judiciaire spécifique) de 1ère instance

Nombre de tribunaux

Total (il doit correspondre au nombre indiqué à la question 42.2)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux commerciaux (à l'exclusion des tribunaux de faillites)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux des faillites	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux du travail	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux des affaires familiales	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux des affaires locatives (tribunaux des baux)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux de l'exécution des sanctions pénales	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux en matière de lutte contre le terrorisme, le crime organisé ou la corruption	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux en matière de contentieux de l'Internet	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux administratifs	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux des assurances et/ou de la sécurité sociale	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux militaires	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Autres tribunaux spécialisés de 1ère instance	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autres tribunaux spécialisés de 1ère instance », veuillez donner des précisions :

044. Une réforme dans la structure des tribunaux est-elle envisagée [par exemple une diminution du nombre de tribunaux (implantations géographiques) ou une réforme de la compétence des tribunaux] ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Veuillez préciser :

045. Nombre de tribunaux de 1ère instance (implantations géographiques) compétents pour une affaire concernant :

	Nombre de tribunaux
le recouvrement d'une petite créance	26 [] NA [] NAP
le licenciement	26 [] NA [] NAP
le vol avec violence	26 [] NA [] NAP
faillite	26 [] NA [] NAP

Commentaires

045-1. Votre définition d'une petite créance est elle similaire à celle fournie dans la Note explicative ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Si ce n'est pas le cas, veuillez préciser votre définition d'une petite créance : Technically, Georgian law does not provide the term for small claims, however, according to the Civil Procedure Code Magistrate judges shall hear at the first instance the following cases:

- a) property disputes, provided the value of the action does not exceed GEL 5 000;
- b) non-contentious and summary proceedings, except for adoption cases, and summary proceedings for claims for damages and cases relating to declaring the property ownerless, if the value of the claim or property exceeds GEL 5 000;
- c) disputes related to family law matters, other than adoption, deprivation of parental rights, establishment of paternity and divorce cases, provided there is a dispute between the spouses over the custody of the child.

045-2. Veuillez indiquer le montant en € d'une petite créance :

[1 610]

Commentaires The value of the small claim has increased between 2016 and 2018 due to legislative change.

C. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 42, 43 et 45:

Sources : Question 42 was answered based on the Organic Law of Georgia on "Common Courts of Georgia" and decisions of the High Council of Justice "On creation of courts, determination of their territories and the number of judges of the district (City), Tbilisi and Kutaisi Courts of Appeal" Question 43 – Not applicable

3.2. Personnel des tribunaux

3.2.1. Juges et personnels non-juges

046. Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (si possible au 31 décembre de l'année



de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes permanents effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées.)

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de juges professionnels (1 + 2 + 3)	305 [] NA [] NAP	144 [] NA [] NAP	161 [] NA [] NAP
1. Nombre de juges professionnels de première instance	225 [] NA [] NAP	102 [] NA [] NAP	123 [] NA [] NAP
2. Nombre de juges professionnels dans les cours d'appel (2ème instance)	69 [] NA [] NAP	35 [] NA [] NAP	34 [] NA [] NAP
3. Nombre de juges professionnels dans les cours suprêmes	11 [] NA [] NAP	7 [] NA [] NAP	4 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus :

047. Nombre de présidents de tribunaux (juges professionnels).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de président(e)s de juridictions (1 + 2 + 3)	25 [] NA [] NAP	21 [] NA [] NAP	4 [] NA [] NAP
1. Nombre de président(e)s de tribunaux de première instance	22 [] NA [] NAP	19 [] NA [] NAP	3 [] NA [] NAP
2. Nombre de président(e)s de cours d'appel (2ème instance)	2 [] NA [] NAP	2 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
3. Nombre de président(s) de cours suprêmes	1 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP

Commentaires

048. Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tel (si possible au 31 décembre de l'année de référence):

	Donnée
Donnée brute	[] NA [X] NAP
Donnée en équivalent temps plein	[] NA [X] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation de la réponse à cette question :

048-1. Ces juges professionnels siégeant occasionnellement traitent-ils une partie importante des affaires ?

Oui Si oui, veuillez apporter des précisions quant aux types d'affaires et une estimation en pourcentage.

.....
 Non

NAP

Commentaires

049. Nombres de juges non professionnels, non rémunérés, percevant, le cas échéant, un simple défraiement (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (y compris les "lay judges" ou juges consulaires ; mais les arbitres ou les jurés sont exclus de cette donnée) :

	Donnée
Donnée brute	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Donnée en équivalent temps plein	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires

049-1. Si de tels juges non professionnels existent en première instance dans votre pays, veuillez préciser pour quels types d'affaires :

	Oui	Non	Echevinage
affaires pénales (infractions graves)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
affaires pénales (infractions mineures)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
affaires familiales	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
affaires de droit du travail	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
affaires de droit social	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
affaires commerciales	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
affaires de faillite	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
autre affaires civiles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

NAP

Commentaires - Si autre, veuillez préciser :

050. Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?

Oui

() Non

Commentaires

050-1. Si oui, pour quell(s) type(s) d'affaire(s) ?

affaires pénales

affaires autres que pénales

Commentaires

051. Veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence ?

66]

NA

NAP

Commentaires

052. Nombre de personnel non-juge travaillant dans les tribunaux (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement occupés).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	1 505 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	538 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	967 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Rechtspfleger (ou organes équivalents) chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours.	4 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	4 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Personnels non juges chargés d'assister les juges à l'instar des greffiers (préparation des dossiers, assistance à l'audience, tenue des procès verbaux, aide à la préparation de la décision)	641 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	97 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	544 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des ressources humaines, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation)	82 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	46 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	36 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Personnels techniques	778 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	395 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	383 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

5. Autres personnels non juges	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA
	<input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autres personnels non juges », veuillez préciser :

052-1. Nombre de personnel non-juge par instance (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement occupés)

	Total	Hommes	Femmes
Total de personnel non- juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3)	1 505 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	538 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	967 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Total de personnel non- juge auprès des tribunaux de première instance	1 123 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	349 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	774 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2.Total de personnel non- juge auprès des cours d'appel (2ème instance)	254 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	93 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	161 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.Total de personnel non- juge auprès des cours suprêmes	128 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	96 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	32 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

053. S'il existe dans votre système judiciaire la fonction de Rechtspfleger (ou organes équivalents), veuillez préciser dans quels domaines ils interviennent :

- pour l'aide judiciaire
- en matière familiale
- pour les ordres de paiement
- pour les affaires liées aux registres (affaires liées au registre foncier et/ou au registre du commerce)
- exécution des affaires civiles
- exécution des affaires pénales
- autres types d'affaires non mentionnés (veuillez préciser en commentaire)
- pour les affaires non contentieuses
- NAP

Commentaires - Veuillez brièvement décrire leur statut et leurs fonctions : According to the Article 3161 of the Code of Civil Procedure of Georgia, cases involving finding the facts of legal significance (request for a change of name, establishment of paternity etc.) may be considered by the professional judge or by a relevant employee.

054. Les tribunaux ont-ils délégué certains services relevant de leur responsabilité à un service externe ?

- Oui
- Non

054-1. Si oui, veuillez préciser quels services ont été externalisés :

- la maintenance informatique
- la formation du personnel
- la sécurité
- les archives
- le nettoyage
- autres types de services (veuillez préciser) :

C1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 46, 47, 48, 49 et 52

Sources : Data received from the Department of Common Courts of Georgia (see www.court.ge).
 Data received from the High Council of Justice (see www.hcoj.gov.ge).

3.3. Ministère public

3.3.1. Procureurs et personnel



055. Nombre de procureurs (au 31 décembre de l'année de référence). Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes permanents effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées .

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de procureurs (1 + 2 + 3)	420 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	295 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	125 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Nombre de procureurs auprès des tribunaux de première instance	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2. Nombre de procureurs auprès des cours d'appel (2ème instance)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
3. Nombre de procureurs auprès des cours suprêmes	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus :

056. Nombre de chefs des ministères publics.

Total	Hommes	Femmes

Nombre total de chefs de ministères publics (1 + 2 + 3)	50 [] NA [] NAP	47 [] NA [] NAP	3 [] NA [] NAP
1. Nombre de chefs de ministères publics auprès de tribunaux de première instance	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours d'appel (2ème instance)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
3. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours suprêmes	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus : Please see the comment on question 55.

057. D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?

- () Oui
(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et fonctions :

057-1. Veuillez préciser leur nombre (en équivalent temps plein) :

[]
[] NA

059. Si oui, est-ce que leur nombre est inclus dans le nombre de procureurs que vous avez indiqué à la question 55 ?

- () Oui
() Non
[] NAP

Commentaires

059-1. Les Parquets disposent-ils de procureurs spécifiquement formés en matière de violence domestique et violence sexuelle ?

- (X) Oui
() Non

Commentaires

060. Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (sans le nombre de personnels non juges, v. question 52)(répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement pourvus)

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public	229 [] NA	105 [] NA	124 [] NA

Commentaires

C2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 55, 56 et 60

Sources : Data received from the Prosecution Service of Georgia (see www.pog.gov.ge).

3.4. Parité hommes/femmes

3.4.1 Dispositions particulières pour faciliter la parité

061-2. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de recrutement :

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	()	(X)
des procureurs	(X)	()
du personnel non-juge	()	(X)
des avocats	()	(X)
des notaires	()	(X)
des agents d'exécution	()	(X)

[] NA

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser : It is one of the fundamental principles of the legislation of Georgia that discrimination in any form, including based on gender, is strictly prohibited. The above-mentioned principle is also enshrined in the Organic Law of Georgia on Prosecution Service. Respectively, the legislation of Georgia effectively protects individuals from discrimination. Additionally, there are specific provisions in the Organic Law on Prosecution Service aiming at facilitating the gender balance during the nomination of the General Prosecutor and election of prosecutor members of the Prosecutorial Council. Namely, according to the said provisions, following consultations, the Prosecutorial Council selects three candidates for the position of the General Prosecutor out of which 1/3 must belong to different gender; while out of eight members of the Prosecutorial Council elected by the Conference of Prosecutors, 1/4 must be of different gender.

Meanwhile, protection of gender equality is the policy priority for the Prosecution Service of Georgia (PSG), which is also indicated in the HR policy section of the official website of the Office. In line with this priority, PSG pays great attention to ensuring the gender balance during the recruitment and promotion of prosecutors. For instance, in 2018 PSG recruited 60 interns consisting of 30 males and 30 females.

061-3. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de promotion :

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	()	(X)

des procureurs	(X)	()
du personnel non-juge	()	(X)
des avocats	()	(X)
des notaires	()	(X)
des agents d'exécution	()	(X)

[] NA

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires . Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser : See the answer on question 61-2.

3.4.2 Au niveau national

061-4. Disposez-vous, au niveau national, d'une ou de plusieurs enquêtes ou rapports récents concernant, en tout ou partie, la répartition hommes/femmes au sein du système judiciaire concernant :

	Oui	Non
les juges	(X)	()
les procureurs	()	(X)
le personnel non-juge	(X)	()
les avocats	()	(X)
les notaires	()	(X)
les agents d'exécution	()	(X)

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Pouvez-vous nous en préciser les références ou le lien internet pour accéder à ce(s) document(s), ou nous le/les adresser ? The High Council of Justice of Georgia produces annual statistics on distribution males/females within the Common Courts concerning judges. According to the statistics, there are 161 female and 144 male acting judges within the system.

The number of female non-judge staff considerably exceeds the number of males. Currently, there are 538 male and 967 female staff members within the system.

061-5. Existe-t-il un programme national ou un document d'orientation visant à promouvoir l'égalité hommes/femmes dans le système judiciaire ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Pouvez-vous nous en préciser les références ou indiquer le lien internet pour accéder à ce(s) document(s), ou nous le/les adresser ?

061-6. Existe-il au niveau national une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des

chances)/une institution spécialement chargée des questions d'égalité hommes/femmes dans le système de justice concernant :

	Oui, veuillez préciser	Non
le recrutement des juges	()	(X)
la promotion des juges	()	(X)
le recrutement des procureurs	()	(X)
la promotion des procureurs	()	(X)
le recrutement du personnel non-juge	()	(X)
la promotion du personnel non-juge	()	(X)

Commentaires - Si cela concerne une autre situation que celle du recrutement ou de la promotion, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires

061-6-1. Veuillez préciser le texte qui met en place cette personne/institution :

(titre, date, nature du texte)

[X] NAP

061-6-2. Veuillez préciser le statut de cette personne/institution :

(par ex. indépendante, rattachée au ministère de la justice, à un Conseil supérieur de la magistrature ou équivalent ou à un organisme interministériel spécialement dédié à l'égalité homme/femme)

[X] NAP

061-6-3. Veuillez préciser si cette personne/institution a une fonction d'information et de consultation ou si ses avis ou décisions ont des conséquences juridiques :

(par ex. bloquer une décision, ouvrir un droit à recours)

[X] NAP

3.4.3 Au niveau des tribunaux/des services du ministère public



061-7. Existe-t-il, au niveau des tribunaux ou des services du ministère public une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/institution spécialement chargée de veiller au respect de l'égalité hommes/femmes concernant l'organisation du travail judiciaire :

	Oui	Non
dans les tribunaux (juges)	()	(X)
dans les services du ministère public (procureurs)	(X)	()
pour le personnel non-juge des tribunaux	()	(X)

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et leurs fonctions. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires .

061-8. La féminisation de certaines fonctions - si elle existe dans votre pays – au sein des tribunaux ou des ministère public a-t-elle conduit à des modifications concrètes dans l'organisation du travail dans les domaines suivants :

	Oui	Non
Affectation dans les différents postes	()	(X)
Répartition de la charge de travail	()	(X)
Horaires de travail	()	(X)
Modalités du télé-travail et présence dans les locaux de travail	()	(X)
Remplacement des personnes absentes	()	(X)
Organisation des audiences	()	(X)
Autres	()	(X)

Commentaires - Si « autres », pouvez-vous préciser ? Pouvez-vous également donner des exemples concrets dans les différentes hypothèses évoquées ? Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. NAP

061-9. Pour améliorer la parité dans l'accès aux différentes professions judiciaires et l'égalité dans la promotion ou dans l'accès aux fonctions de responsabilité, quelles sont, dans votre pays :

les mesures déjà mises en œuvre (veuillez préciser) :

les mesures prévues (veuillez préciser) :

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires

[X] NAP

061-10. Dans le système judiciaire de votre pays (en se basant éventuellement sur des évaluations, études ou rapports officiels), quelles sont les principales causes d'inégalités dans :

les procédures de recrutement (veuillez préciser) :

les procédures de promotion et l'accès aux fonctions de responsabilité (veuillez préciser) :

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires

[X] NAP

061-11. Dans vos tribunaux, une attention particulière est-elle portée à la question de la parité vis-à-vis du public ou des usagers de la justice, notamment :

	Oui, veuillez préciser	Non
les magistrats ou personnel des tribunaux sont plus des hommes ou des femmes selon certains types d'affaires	()	(X)
la composition des audiences collégiales est toujours mixte	()	(X)
il existe des statistiques hommes/femmes concernant les personnes qui saisissent le tribunal/les victimes, les auteurs d'infractions, etc.	()	(X)

Commentaires - si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires .

3.5 Utilisation des technologies informatique dans les tribunaux

3.5.1 Politiques générales en matière de technologie informatique dans le système judiciaire

062-1. Principes de base et modèles utilisés dans la définition des politiques et stratégies relatives

aux technologies informatiques

	Organisation
Politiques et stratégies informatiques	<input type="checkbox"/> définies et coordonnées au niveau national par une institution <input type="checkbox"/> définies et coordonnées au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input checked="" type="checkbox"/> définies et coordonnées au niveau des l'unité/ partie prenante <input type="checkbox"/> autre
TI Gouvernance informatique	<input type="checkbox"/> gouvernance au niveau national par une institution <input type="checkbox"/> gouvernance au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input checked="" type="checkbox"/> organisées au niveau des l'unité/partie prenante <input type="checkbox"/> autre

Commentaires

065-1. Dans le cas où il existe une structure nationale qui est en charge de la politique et de la gouvernance stratégique concernant la modernisation du système judiciaire (en s'appuyant, notamment, sur l'informatique) quelle est la composition de cette structure ?

personnels administratifs, techniques et scientifiques seulement

équipes mixtes comprenant des personnels judiciaires (juges/procureurs/etc.) et des personnels administratifs/techniques/scientifiques

autres (préciser en commentaire)

Commentaires - (veuillez préciser si d'autres approches de modernisation ont été mises en œuvre)

065-2. Quel est le modèle d'organisation majoritairement retenu pour mener des projets structurels informatiques dans les tribunaux et la gestion des applications (maintenance, évolution) ?

	Conduite des nouveaux projets	Gestion des applications
Majoritairement par un service informatique avec l'appui de professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> No
Majoritairement par les professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.) en association avec un service informatique interne et/ou un prestataire externe	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> No
Autres approches (prestation externe uniquement – préciser en commentaire)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> No

Commentaires - veuillez apporter des précisions également en cas d' « autres approches »

065-3. Existe-t-il un dispositif de détection et de valorisation des innovations en matière de technologies de l'information issues d'initiatives personnelles et/ou des tribunaux ?

Oui

Non

Commentaires (précisez notamment les projets ayant connu des développements nationaux)

065-4. Avez-vous mesuré l'impact résultant de la mise en œuvre d'une ou de plusieurs des composantes de votre nouveau système d'information ?

Oui

Non

065-4-1. Si oui, avez-vous mesuré l'impact sur (multiples réponses possibles) :

les processus opérationnels

la charge de travail

les ressources humaines

les coûts

autres, veuillez préciser

Commentaires (veuillez donner des exemples d'impact)

3.5.2 Sécurité du système d'information des tribunaux et protection des données à caractère personnel

065-5. Existe-t-il des audits indépendants ou autres mécanismes qui contribuent à la politique globale de sécurité concernant le système d'information judiciaire ?

Oui

Non

Commentaires (précisez notamment si des cadres nationaux de sécurité informatique existent)

065-6. Une législation assure-t-elle la protection des données à caractère personnel traitées par les tribunaux ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser notamment : l'existence d'autorités spécifiquement en charge de la protection des données à caractère personnel ; l'étendue des droits conférés aux citoyens dans le cadre spécifique des logiciels utilisés par les tribunaux ; l'existence de contrôles ou de limitations par la loi en ce qui concerne le partage des bases de données traitées par les tribunaux avec d'autres administrations (police, etc.) The extent of the rights granted to citizens in the specific framework of software used by courts.

3.5.3 Bases de données centralisées d'aide à la décision

062-4. Existe-t-il une base de données nationale centralisée des décisions de justice (jurisprudence, etc.) ?

Oui

Non

Commentaires

062-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Pour les décisions de 1ère instance	Pour les décisions de 2ème instance	Pour les décisions de 3ème instance	Lien vers la jurisprudence CEDH	Données anonymisées	Base de données de jurisprudence disponible gratuitement en ligne	Ouverture de la base de données de jurisprudence en open data
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser :

062-6. Existe-t-il un fichier national informatisé centralisant les condamnations pénales?

Oui

Non

Commentaires

062-6-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

Mise en relation avec d'autres fichiers européens de même nature

Contenu directement consultable par voie informatique par les juges et/ou les procureurs

Contenu directement consultable à d'autres fins que pénales (matières civiles, administratives)

Commentaires - Veuillez préciser quelle est l'autorité délivrant l'accès

3.5.4 Outils d'assistance à la rédaction



062-7. Existe-t-il des outils d'aide à la rédaction dont le contenu est coordonné au niveau national ? (modèles ou bibliothèques de trames, paragraphes pré-rédigés, etc.)

- () Oui
(X) Non

Commentaires – si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

062-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de disponibilité
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA

062-8. Existe-t-il des outils de dictée vocale ?

- (X) Oui
() Non

Commentaires

062-8-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

	Disponibilité d'outils de dictée simples	Disponibilité d'outils d'enregistrement multiples	Fonction de reconnaissance vocale
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input checked="" type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Essai pilote <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA

Pénale	() dans tous les tribunaux () dans la plupart des tribunaux () dans certains tribunaux / certaines phases pilotes (X) non disponible pour cette matière [] NA	(X) dans tous les tribunaux () dans la plupart des tribunaux () dans certains tribunaux / certaines phases pilotes () non disponible pour cette matière [] NA	() Oui () Essai pilote (X) Non [] NA
Administrative	() dans tous les tribunaux () dans la plupart des tribunaux () dans certains tribunaux / certaines phases pilotes (X) non disponible pour cette matière [] NA	(X) dans tous les tribunaux () dans la plupart des tribunaux () dans certains tribunaux / certaines phases pilotes () non disponible pour cette matière [] NA	() Oui () Essai pilote (X) Non [] NA

062-9. Existe-t-il un site intranet au sein du système judiciaire pour la diffusion d'information/actualités ?

Taux de disponibilité :

- (X) 100% - accessible à l'ensemble de l'appareil judiciaire
- () 50-99% - accessible à la plupart des juges/procureurs dans toutes les instances
- () 10-49% - dans certains tribunaux seulement
- () 1-9% - dans un seul tribunal
- () 0% (NAP) - Pas d'accès

[] NA

Commentaires

3.5.5 Technologies utilisées pour l'administration des tribunaux et la gestion des affaires

063-1. Existe-t-il un système de gestion informatisée des procédures judiciaires (CMS) ? (logiciel utilisé pour l'enregistrement des procédures judiciaires et leur gestion)

- (X) Oui
- () Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

063-1-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement	État d'avancement d'une affaire en ligne	Base de données centralisée ou interopérable	Dispositifs intégrés d'alertes préventives (pour une gestion dynamique des affaires)	Degré d'intégration/coconnexion d'un CMS avec un outil statistique
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> accessible aux parties <input type="checkbox"/> publication de la décision en ligne <input checked="" type="checkbox"/> les deux <input type="checkbox"/> non accessible <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input type="checkbox"/> Intégré <input type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input checked="" type="checkbox"/> Pas du tout connecté <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> accessible aux parties <input type="checkbox"/> publication de la décision en ligne <input checked="" type="checkbox"/> les deux <input type="checkbox"/> non accessible <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input type="checkbox"/> Intégré <input type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input checked="" type="checkbox"/> Pas du tout connecté <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> accessible aux parties <input type="checkbox"/> publication de la décision en ligne <input checked="" type="checkbox"/> les deux <input type="checkbox"/> non accessible <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input type="checkbox"/> Intégré <input type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input checked="" type="checkbox"/> Pas du tout connecté <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

063-2. Registres informatisés gérés par des tribunaux

	Taux de déploiement	Données consolidées au niveau national	Service disponible en ligne	Module statistique intégré ou connecté
Registre foncier	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Registre relatif aux entreprises	(X) 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
---	---	----------------------	----------------------	----------------------

Commentaires – si d’autres matières sont concernées, veuillez préciser Land registry and business registry is managed not by courts but by the Ministry of Justice. They are independent legal entities of public law operating under the supervision of the Ministry of Justice.

063-6. Systèmes informatisés de gestion budgétaire et financière des tribunaux

	Taux de déploiement de l’outil	Données consolidées au niveau national	Système communiquant avec d’autres ministères (des finances notamment)
Gestion budgétaire et financière des tribunaux	(X) 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Gestion des frais de justice	(X) 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autres (préciser en commentaires)	() 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% (X) 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires

063-7. Outils de mesure de la charge de travail des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur (Outil permettant de quantifier l’activité des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur – par exemple le nombre de dossiers traités)

() Oui

(X) Non

Commentaires

063-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

Taux de déploiement des outils	Données utilisées pour un pilotage au niveau national	Données utilisées pour un pilotage au niveau local	Outil intégré dans le CMS
--------------------------------	---	--	---------------------------

Pour les juges	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pour les procureurs	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pour le personnel non-juge/ non-procureur	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

3.5.6 Technologies utilisées pour la communication entre les tribunaux, les professionnels et/ou les justiciables

064-2. Existe-t-il une possibilité de saisir des tribunaux par voie électronique ? (possibilité d'introduire une affaire par voie électronique, par exemple un courrier électronique ou un formulaire sur un site internet)

Oui

Non

Commentaires www.ecourt.ge

064-2-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de disponibilité	Saisine papier obligatoire en parallèle	Cadre législatif spécifique autorisant la saisine	Outil intégré/connecté dans le CMS
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
-----------------------	---	--	--	--

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

064-3. Est-il possible de solliciter l'aide judiciaire par voie électronique ?

Oui

Non

Commentaires

064-3-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Solliciter l'aide judiciaire par voie électronique
Taux de disponibilité	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
Formalisation de la demande par voie papier obligatoire en parallèle	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Cadre législatif spécifique encadrant les demandes d'attribution d'aide judiciaire par voie électronique	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
L'octroi de l'aide judiciaire est également électronique	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Information disponible dans le CMS	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

064-4. Est-il possible de transmettre des convocations à un rendez-vous judiciaire ou à une audience par voie électronique ? (un rendez-vous judiciaire désigne des phases préalables à une audience judiciaire, notamment en vue de médiation ou de conciliation)

Oui

Non

Commentaires

064-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Convocations générées par le CMS	Convocation papier obligatoire en parallèle	Consentement de l'utilisateur pour être avisé par voie électronique	Modalités (si autres préciser en commentaires)	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	[]	[]	[]	[] SMS [] Courrier électronique [] Application informatique spécifique [] Autres	[]
Pénale	[]	[]	[]	[] SMS [] Courrier électronique [] Application informatique spécifique [] Autres	[]
Administrative	[]	[]	[]	[] SMS [] Courrier électronique [] Application informatique spécifique [] Autres	[]

Commentaires

064-6. Existe-t-il des possibilités de communication électronique entre les tribunaux et les avocats et/ou les parties ? (envoi de fichiers électroniques et de données concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

Communication entre le tribunal et les avocats représentant les parties

- (X) Oui
() Non

Communication entre le tribunal et les parties non représentées par un avocat

- (X) Oui
() Non

Commentaires

064-6-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement de l'outil	Phases du procès concernées	Modalités (si différentes selon les phases du procès ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) - pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) - pour cette matière <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) - pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui

Commentaires

064-7. Modalités de communication électronique utilisées par des professionnels autres que les avocats (envoi de données électroniques concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

	Taux de déploiement de l'outil	Modalités (si différentes selon les actes ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique
Agents chargés de l'exécution des décisions de justice (tels que définis dans les Q169 et suivantes)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Notaires (tels que définis dans les Q192 et suivantes)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Experts (tels que définis dans les Q202 et suivantes)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Services de police judiciaire	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui

Commentaires Since June 1,2019 court decision searching program has commenced, where user has an ability to find electronically any decision of common court. By end of the year, additional tools such as user page will be added (where user will have an ability to receive info on proceeding, request and receive all documents in relation to specific case, and receive court notifications.).

064-9. Existe-t-il des systèmes de traitement en ligne de contentieux spécialisés ? (contentieux de faible valeur, créances non contestées, phases préparatoires à la résolution d'un conflit familial, etc - veuillez préciser en commentaire)

Oui

Non

Commentaire : Veuillez décrire le système existant.

064-10. Vidéoconférence entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers (concerne l'utilisation de dispositifs audiovisuels dans le cadre de procédures judiciaires tels que pour l'audition de parties, etc.).

Oui

Non

Commentaires

064-10-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes et de décrire en commentaires de cette rubrique les cas d'usage concrets de la vidéoconférence et les bénéfices attendus (par exemple, utilisation de ce dispositif afin de réduire le nombre de transferts de détenus vers le tribunal) :

	Taux de déploiement	Phase de procédure	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires

064-11. Enregistrement d'auditions ou de débats (enregistrement sonore ou audiovisuel en phase d'instruction et/ou de jugement)

Oui

Non

Commentaires

064-11-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement	Type d'enregistrement	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

064-12. La preuve électronique est-elle admissible ?

	Admissibilité de la preuve électronique	Cadre législatif
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement <input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement <input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement <input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement

Commentaires

3.6. Performance et évaluation

3.6.1. Politiques nationales déclinées dans les tribunaux / les services du ministère public

066. Existe-t-il des normes de qualité définies pour le système judiciaire au niveau national (existe-t-il un système de qualité et/ou une politique de qualité de la justice) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : High Council of Justice of Georgia adopted the Effective Communication Standards for the court staff, for the improvement of the functioning of Judiciary. Moreover, HCOJ also adopted court forms, namely: forms of claims and petitions on civil and administrative

cases, forms of complaints in Court of Appeal and Supreme Court which are available on the web site of High Council of Justice.

The Supreme Court of Georgia has adopted guidelines for judges on the general principles of communication during trials. According to the Judicial Strategy 2017-2021 and Action Plan for years 2017-2018 development of the Judicial quality standards is of the activities that the high council of justice should carry out.

067. Existe-t-il des personnels spécialisés responsables de la mise en œuvre de ces normes de qualité élaborées au niveau national?

	Oui / Non
dans les tribunaux	() Oui (X) Non
dans les services du ministère public	() Oui (X) Non

Commentaires

3.6.2.Objectifs de performance et de qualité au niveau des tribunaux / des services du ministère public

077. Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

- () Oui
(X) Non

Commentaires

078. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les tribunaux :

- [] nombre de nouvelles affaires
- [] durée des procédures (délais)
- [] nombre d'affaires terminées
- [] nombre d'affaires pendantes
- [] stocks d'affaires
- [] productivité des juges et des personnels des tribunaux
- [] satisfaction du personnel des tribunaux
- [] satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
- [] coûts des procédures judiciaires
- [] nombre de recours
- [] taux de recours
- [] clearance rate
- [] disposition time
- [] autre (veuillez préciser) :

Commentaires

077-1. Concernant l'activité des services du ministère public, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

078-1. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les services du ministère public:

- [] nombre de nouvelles affaires
- [] durée des procédures (délais)
- [] nombre d'affaires terminées
- [] nombre d'affaires pendantes
- [] stocks d'affaires
- [] productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- [] satisfaction du personnel des services du ministère public
- [] satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les ministères publics)
- [] coûts des procédures judiciaires
- [] clearance rate
- [] disposition time
- [] pourcentage de condamnations et d'acquittements
- [] autre (veuillez préciser) :

Commentaires

073. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des tribunaux basé principalement sur les indicateurs définis?

() Oui

(X) Non

Commentaires

073-0. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?

- () Annuelle
- () Moins fréquente
- () Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser :

073-1. Cette évaluation de l'activité du tribunal est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein de ce tribunal ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

073-2. Si oui, quelles mesures sont prises?

- Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance
- Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)
- Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires the data regarding the court activity is always used when the means are allocated to the court

073-3. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des services du ministère public basé principalement sur les indicateurs définis?

- () Oui
- (X) Non

Commentaires

073-4. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?

- () Annuelle
- () Moins fréquente
- () Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser :

073-5. Cette évaluation de l'activité des services du ministère public est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein des services du ministère public ?

- () Oui
- (X) Non

Commentaires

073-6. Si oui, quelles mesures sont prises?

- Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance
- Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)
- Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

079. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des tribunaux (réponses multiples possible) :

- Conseil Supérieur de la Magistrature
- Ministère de la Justice
- Organe d'inspection

- Cour Suprême
- Organe d'audit extérieur
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

079-1. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des services du ministère public (réponses multiples possible) :

- Conseil supérieur des procureurs
- Ministère de la Justice
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général /Procureur de la République
- Organe d'audit extérieur
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires Department for Supervision of Prosecutor Activities and Strategic Development at the Office of the Prosecutor General of Georgia.

3.6.3.Mesure de l'activité des tribunaux / des services du ministère public



070. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des tribunaux (performance et qualité) :

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des juges et des personnels des tribunaux
- satisfaction du personnel des tribunaux
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
- coûts des procédures judiciaires
- nombre de recours
- taux de recours
- clearance rate
- disposition time
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

070-1. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des services du ministère public (performance et qualité) :

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées

- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- satisfaction du personnel des services du ministère public
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par le ministère public)
- coûts des procédures judiciaires
- clearance rate
- disposition time
- pourcentage de condamnations et d'acquittements
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

071. Existe-t-il un mécanisme permettant de suivre le nombre d'affaires pendantes et les affaires qui ne sont pas traitées dans un délai raisonnable (arriéré):

- en matière civile
- en matière pénale
- en matière administrative

Commentaires

072. Existe-t-il un mécanisme permettant de surveiller les temps morts durant les procédures judiciaires ?

	Oui (Si oui, veuillez préciser)	Non
dans les tribunaux	()	(X)
dans les services du ministère public	()	(X)

Commentaires

3.6.4. Information sur l'activité des tribunaux / des services du ministère public

080. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux ?

- (X) Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :Supreme Court of Georgia
- () Non

Commentaires

080-1. Est-ce que cette institution publie sur internet des statistiques sur le fonctionnement de chaque tribunal:

- (X) Oui, sur internet
- () Non, seulement en interne (sur un site intranet)

Non

Commentaires

080-2. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des services du ministère public?

Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :The Analitical Unit of the Office of the Prosecutor General of Georgia

Non

Commentaires The Analitical Unit of the Office of the Prosecutor General of Georgia is responsible for collecting statistis regarding the functioning of the Prosecution Service. Additionally, National Statistics Office of Georgia collects statistics on criminal prosecutions.

080-3. Est-ce que cette institution publie sur internet des statistiques sur le fonctionnement de chaque service du ministère public?

Oui, sur internet

Non, seulement en interne (sur un site intranet)

Non

Commentaires

081. Les tribunaux individuels doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple le nombre d'affaires terminées, d'affaires pendantes, le nombre de juges et de personnels administratifs, les objectifs à atteindre et un bilan d'évaluation) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) :

081-1. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

Internet

Intranet

Diffusion papier

Commentaires Courts report the statistics regarding the activities of judges including the number of filed and processed cases. The data is used for the periodic evaluation of effectiveness of judges. The data is not public and is sent only to the High Council of Justice.

081-2. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires

081-3. Les services du ministère public doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple des données sur le nombre d'affaires entrantes, le nombre de décisions, le nombre de procureurs et de personnel administratif, des objectives et une évaluation de l'activité)?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) :

081-4. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

Internet

Intranet

Diffusion papier

Commentaires Annually, the General Prosecutor of Georgia presents Report to the Parliament containing the following information: results of the criminal justice policy implementation, assessment of general criminal situation in the country, including crime statistics together with their categories and trends, protection of human rights, priority areas for the Prosecution Service and programs for professional development and training of prosecutors. The Report does not include information on individual criminal cases. The Report is also uploaded on the website of the Prosecution Service of Georgia.

081-5. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires

3.6.5 Administration des tribunaux

082. Existe-t-il une structure ou des processus de concertation entre le ministère public et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes, choix des modes simplifiés de poursuites....) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

082-1. Existe-t-il en général une structure ou des processus de concertation entre les avocats et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions en matière non pénale (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes).

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

3.6.6 Performance et évaluation des juges et des procureurs

083. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque juge (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

Oui

Non

Commentaires The activity of each court is studied every 6 months based on the data submitted. The evaluation is made taking into consideration the number of incoming cases and closed cases per judge, as well as the timeframes of the finalization of the cases and stability of the judgements adopted.

083-1. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque juge :

Pouvoir executif (par exemple ministère de la Justice)

Pouvoir législatif

Pouvoir judiciaire (par exemple le Conseil supérieur de la magistrature, la Cour suprême)

Président de la juridiction

Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

114. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du juge ?

Oui

Non

Commentaires

114-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

083-2. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque procureur (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

Oui

Non

Commentaires

083-3. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque procureur :

Pouvoir executif (par exemple Ministère de la Justice)

Procureur général /Procureur de la République

Conseil supérieur des procureurs

Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

Autre (veuillez préciser) :

Commentaires NAP

120. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du

procureur ?

Oui

Non

Commentaires once in every 2 years.

120-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires

C4. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :

Sources : High Council of Justice.
Office of Public Prosecutor.

4.Procès équitable

4.1.Principes

4.1.1.Principes du procès équitable

084. Pourcentage de jugements par défaut de première instance en matière pénale (affaires dans lesquelles le suspect n'est ni présent ni représenté par un avocat durant l'audience) ?

[]

NA

NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la méthode de calcul utilisée :

085. Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?

Oui

Non

Commentaires - Veuillez brièvement préciser:

085-1. Ratio entre le nombre total de procédures de récusations initiées et le nombre de récusations qui ont abouti (au cours de l'année de référence) :

[]

NA

086. Existe-t-il dans votre pays un système de suivi des violations relatives à l'article 6 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme ?

Pour les procédures civiles (non-exécution)

Pour les procédures civiles (durée)

Pour les procédures pénales (durée)

NAP

Commentaires - Veuillez préciser quelles sont les modalités de ce dispositif de suivi (information sur les violations constatées par la Cour Européenne des droits de l'Homme au niveau de l'Etat/au niveau des tribunaux ; mise en place de dispositifs internes pour prévenir d'autres violations (similaires) et s'il permet de mesurer une évolution des violations constatées): Georgian legislation incorporates the mechanisms of reopening of cases at domestic level not only on the basis of judgments of the European Court (the "Court") finding violations of Article 6 of the European Convention on Human Rights, but also on the grounds of decisions rendered by the Court as a result of friendly settlements reached by the parties or unilateral declarations submitted by the Government, acknowledging violation of Article 6 of the Convention. In particular, according to Article 423 of the Civil Procedure Code of Georgia, a final judgement may be appealed by an action for retrial due to newly discovered circumstances, if [...] g) there is a final judgement (decision) of the European Court of Human Rights establishing that the European Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms and/or of its additional protocols have been violated with regard to this case, and if the decision to be reviewed is based on this violation. The same Article (Paragraph 4) envisages that the court shall review the issue of awarding relevant compensation to the plaintiff, if it is impossible to modify the decision since the rights have been acquired in good faith by third persons. According to paragraph 21 of Article 426, the aforementioned actions for retrial shall be filed within three months after a judgement (decision) of the European Court of Human Rights enters into force.

As to the criminal cases, according to Article 310 of the Criminal Procedure Code of Georgia, a judgement shall be reviewed due to newly found circumstances if [...] e) there exists an effective decision (judgement) of the European Court of Human Rights that has established that the European Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms or the Protocols to the Convention has been violated with respect to that case, and the judgement subject to review was based on that violation. Article 311 sets the time limit for such motions, in particular, a person may apply to a court for the review of a judgement due to newly found circumstances within a year after a decision (judgement) of the European Court of Human Rights enters into force.

In respect of implementation of internal systems to remedy the violations found, it should be underscored that the national courts always take into consideration the reasoning and deliberations of the European Court and reexamine the cases in the light of the Court's findings. The results of reexamination of cases at domestic level are subject to the supervision of the Committee of Ministers which has closed supervision procedures in several Georgian cases as a result of effective reexamination procedures at domestic level. Also, the recent research conducted under the joint Programme between the European Union and the Council of Europe - "Application of the Standards of the European Convention on Human Rights by the Common Courts of Georgia" which covered in total 3 000 judgments rendered by the common courts of Georgia in 2013-2016 in respect of criminal, administrative and civil cases, reveals that the European standards of fair trial are actively applied and referred to by the Georgian courts which serves as a preventive mechanism of other violations of the Convention in future cases.

Lastly, it should be mentioned that according to the amendments of 24 June 2016 in the Rules of Procedure of the Parliament of Georgia, the Government (Ministry of Justice which supervises execution of judgments of the Court) submits annually a report to the Parliament on execution of the judgments/decisions rendered by the European Court as well by the UN human rights treaty bodies against Georgia. The report should cover the cases closed by the final resolutions of the Committee of Ministers as well as all pending execution cases. This year the Government submitted third comprehensive report before the Parliament and assure that the aforementioned mechanism will further enhance the effectiveness of monitoring system of cases by the Parliament, among others, of cases relating to the violations of Article 6 of the Convention.

In this regard, the Government would like to underscore the transparency of the aforesaid parliamentary oversight mechanism. In particular, hearing of the reports is held before several parliamentary Committees, such as the Legal Issues Committee, the Human Rights and Civil Integration Committee and the Foreign Relations Committee. The process is open and transparent for public, students, members of the civil society and various non-governmental organizations, Public Defender, national and international experts, etc. Among others, representatives of the judiciary attend the hearings and present the information in regards to the national courts, inter alia, concerning drafting the guidelines subsequent to the judgements rendered by the European Court, the statistical data, etc. The audience is able to pose

questions to the representatives of the judiciary as well and to participate in debates. Moreover, hearings before the mentioned Committees are broadcast on TV and are also available in the Internet. The Government considers that the aforementioned system assures the transparency and effectiveness of reopening procedures of the cases adjudicated by the European Court, prevent other violations (that are similar) and helps to measure an evolution of the established violations.

086-1. Existe-t-il dans votre pays une possibilité de réexamen de l'affaire après un constat de violation par la Cour Européenne des droits de l'Homme ?

Oui

Non

NAP

Commentaires

D1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions dans ce chapitre.

Sources : High Council of Justice
Supreme Court of Georgia

4.2. Durée des procédures

4.2.1. Informations générales

087. Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :

en matière civile

en matière pénale

en matière administrative

Il n'y a pas de procédure spécifique pour les affaires urgentes

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

088. Existe-t-il des procédures simplifiées :

en matière civile (petits litiges)

en matière pénale (infractions mineures)

en matière administrative

Il n'y a pas de procédure simplifiée

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

088-1. Pour ces procédures simplifiées, les juges peuvent-ils rendre des jugements par oral, accompagnés du dispositif écrit, et sans la motivation complète du jugement ?

affaires civiles

affaires pénales

affaires administratives

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : No

089. Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais accordés aux avocats pour soumettre leurs conclusions et des dates d'audience) ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

4.2.2. Gestion des flux d'affaires – première instance



091. Tribunaux de 1ère instance : nombre total d'affaires "autres que pénales"

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	49 811 [] NA [] NAP	119 076 [] NA [] NAP	111 902 [] NA [] NAP	56 985 [] NA [] NAP	3 871 [] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	42 850 [] NA [] NAP	72 190 [] NA [] NAP	65 757 [] NA [] NAP	49 283 [] NA [] NAP	3 392 [] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	1 689 [] NA [] NAP	8 503 [] NA [] NAP	8 375 [] NA [] NAP	1 817 [] NA [] NAP	17 [] NA [] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	1 689 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	8 503 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	8 375 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 817 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	17 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Affaires administratives	5 146 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	12 139 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	11 464 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	5 821 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	462 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autres affaires	126 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	26 244 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	26 306 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	64 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires The increase in the number of pending cases is directly related to the increase in the number of incoming cases. Without significant increase in the number of judges it is impossible to increase the number of finished cases. The number of incoming cases is increasing permanently. In 2016 it was 54747, in 2017 it was 62209, in 2018 it was 74562, which means that during 2 years number of incoming cases has increased by 19815 case. It must be taken into account that during the same period the number of judges has increased only by 16 judge. Regarding the number of pending cases for more than 2 years, since 2016 there is a significant increase in the number of cases related to credits issued by the micro finance organizations. In this category of cases very often it is a problem to locate the respondent. Also in big city courts the increase in such category of cases causes the overload of specialized judges and chambers. In 2016 incoming cases in this particular category were 26656 while in 2018 the number is 40777. The raise in the number of pending cases for more than 2 years is related to significant increase in incoming cases, 52% increase in cases related to the micro finance organizations, which number of judges remains almost same.

"Other non-litigious cases" involves cases that are not disputed between parties or are dealt by simplified procedure. Regarding administrative cases, the number of resolved cases dropped by 34% between the 2 cycles. This might be a result in decrease of incoming administrative cases. In 2016 it was 16379, in 2018 12139. Less by 4240 cases.

Finally, the category "other cases" include administrative offences. There is no explanation for the increase of the number of pending cases on December 31st.

092. Si les tribunaux traitent des "affaires civiles (et commerciales) non contentieuses", veuillez indiquer les catégories incluses :

. Here are given indisputable and summary proceedings of civil cases.

093. Si "autres affaires", veuillez indiquer les catégories incluses :

. administrative infractions (offences).

094. Tribunaux de 1ère instance : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	2 784 [] NA [] NAP	14 693 [] NA [] NAP	14 879 [] NA [] NAP	2 598 [] NA [] NAP	109 [] NA [] NAP
1. Infractions graves	1 651 [] NA [] NAP	5 057 [] NA [] NAP	5 300 [] NA [] NAP	1 408 [] NA [] NAP	76 [] NA [] NAP
2. Infractions mineures	1 133 [] NA [] NAP	9 636 [] NA [] NAP	9 579 [] NA [] NAP	1 190 [] NA [] NAP	33 [] NA [] NAP
3. Autres affaires	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser. Decrease is backlog for criminal and misdemeanour cases might be a result of decrease in incoming cases. In 2016 the number has decreased by 800 case. At the same time in 2018 number of finished cases increased by 1045 case, which also affected the backlog.

4.2.3. Gestion des flux d'affaires – seconde instance

097. Tribunaux de 2ème instance (appel) : Nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	4 179 [] NA [] NAP	11 923 [] NA [] NAP	11 791 [] NA [] NAP	4 311 [] NA [] NAP	119 [] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	2 327 [] NA [] NAP	6 412 [] NA [] NAP	6 267 [] NA [] NAP	2 472 [] NA [] NAP	76 [] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	[] NA [X] NAP	13 [] NA [] NAP	13 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	[] NA [X] NAP	13 [] NA [] NAP	13 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
3. Affaires administratives	1 792 [] NA [] NAP	4 100 [] NA [] NAP	4 114 [] NA [] NAP	1 778 [] NA [] NAP	43 [] NA [] NAP
4. Autres affaires	60 [] NA [] NAP	1 398 [] NA [] NAP	1 397 [] NA [] NAP	61 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. administrative infractions (offences).

098. Tribunaux de 2ème instance (appel) : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	520 [] NA [] NAP	2 533 [] NA [] NAP	2 410 [] NA [] NAP	643 [] NA [] NAP	15 [] NA [] NAP
1. Infractions graves	372 [] NA [] NAP	1 019 [] NA [] NAP	964 [] NA [] NAP	427 [] NA [] NAP	14 [] NA [] NAP

2. Infractions mineures	148 [] NA [] NAP	1 514 [] NA [] NAP	1 446 [] NA [] NAP	216 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP
3. Autres affaires	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser. The grave and especially grave crime types are included in the category of serious crimes, and less serious crimes are included in the category of minor crimes (According to the Georgian legislation, the crime is less serious/minor if the sentence includes the deprivation of liberty not more than 5 years or other sentences rather than deprivation of liberty).

4.2.4. Gestion des flux d'affaires – Cour suprême

099. Cour suprême : nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	949 [] NA [] NAP	3 789 [] NA [] NAP	2 978 [] NA [] NAP	1 760 [] NA [] NAP	19 [] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	497 [] NA [] NAP	2 159 [] NA [] NAP	1 705 [] NA [] NAP	951 [] NA [] NAP	16 [] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
3. Affaires administratives	452 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 630 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 273 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	809 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autres affaires	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. The increase in the number of incoming civil and administrative cases in the first and second instance courts have been reflected at the Supreme Court, as the increase of number of the litigated cases also increases the number of cassation complaints.

099-1. Existe-t-il une procédure d'irrecevabilité manifeste au niveau de la Cour suprême?

Oui

Non

Commentaires

099-1-1. Si oui, veuillez indiquer le nombre :

d'affaires reçues par la Cour suprême ? [4 625]

d'affaires classées par cette procédure ? [2 193]

Commentaires

100. Cour suprême: nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	305 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	836 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	737 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	404 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Infractions graves	197 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	188 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	449 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	236 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

2. Infractions mineures	108 [] NA [] NAP	348 [] NA [] NAP	288 [] NA [] NAP	168 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
3. Autres affaires	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser. The number of judges in criminal law chamber has decreased from 3 to 1 during past 2 years, which explains the increase in the number of pending cases on 31 December between the two cycles. Currently there are at least 5 vacant positions (out of total of 20 vacant positions) in criminal law chamber of the Supreme Court.

4.2.5. Gestion des flux d'affaires et durées – affaires spécifiques

101. Nombre d'affaires de divorce contentieux, licenciement, faillite, vol avec violence, homicide volontaire, relatives aux demandeurs d'asile et relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.
Divorce contentieux	593 [] NA [] NAP	1 965 [] NA [] NAP	2 072 [] NA [] NAP	486 [] NA [] NAP
Licenciement	253 [] NA [] NAP	416 [] NA [] NAP	475 [] NA [] NAP	194 [] NA [] NAP
Faillite	120 [] NA [] NAP	58 [] NA [] NAP	60 [] NA [] NAP	118 [] NA [] NAP
Vol avec violence	68 [] NA [] NAP	137 [] NA [] NAP	144 [] NA [] NAP	61 [] NA [] NAP
Homicide volontaire	113 [] NA [] NAP	54 [] NA [] NAP	72 [] NA [] NAP	97 [] NA [] NAP
Affaires relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)	81 [] NA [] NAP	301 [] NA [] NAP	297 [] NA [] NAP	85 [] NA [] NAP
Affaires relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers	201 [] NA [] NAP	1 809 [] NA [] NAP	1 740 [] NA [] NAP	270 [] NA [] NAP

Commentaires 1) Number of insolvency cases depends on economic factors, which are out of control of the judicial system. According to law, the basis of lodging the application to the court regarding the insolvency is the insolvency or predictable insolvency of the debtor. 2) Regarding the increased number of incoming cases relating to asylum seekers and of cases relating the right of entry and stay for aliens, it has to be noted, that according to Geostat (National Statistics Office of Georgia) in 2018, number of immigrants has increased by 13484 persons as compared to 2017, while in 2016 the mentioned number was only 2323 persons.

101-1. Pouvez-vous décrire succinctement le dispositif de votre pays traitant des recours juridictionnels relatifs aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951) et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers :

. The Law of Georgia on International Protection (the "Law") regulates the entry into and the stay in Georgia of aliens and stateless persons and who have requested international protection in accordance with this Law. It provides the standards for treatment of aliens and stateless persons; defines the legal status, rights and obligations as well as the social and economic guarantees of asylum seekers, refugees and humanitarian status holders, and persons under temporary protection; the grounds and procedures for granting, terminating, revoking and withdrawing refugee and humanitarian status or the status of a person under temporary protection, and grounds for exclusion from the relevant status; the authorities of state agencies in the field of ensuring asylum procedures. Pursuant to article 47 of the Law any decision made by the Ministry for Internally Displaced Persons from Occupied Territories, Accommodation and Refugees of Georgia (the "Ministry") may be appealed in a court within a month after the issuance of the decision. Pursuant to the Code of Administrative Procedure of Georgia, a refugee, a humanitarian status seeker or an asylum seeker shall have the right to apply to a district (city) court for a refugee or humanitarian status or asylum within 1 month after receiving the refusal for a status. The District (City) Court shall consider the dispute over the issue of international protection or asylum case and send the decision to the parties within two months after submitting the claim to the court. An appeal to annul the decision shall be filed with the court rendering the decision within 1 month after its delivery to the party. The judge shall immediately forward the appeal, together with the case material, to the court of appeals. An appeal shall be considered at the court of appeals within one month after the court admits the appeal. Failure of the parties to appear at the court of appeals shall not hinder considering the appeal. The decision of the Court of Appeal is final. Pursuant to Article 4 of the Law of Georgia on The Legal Status of Aliens and Stateless Persons aliens shall enter and depart from Georgia during the hours established for cross-border movement via border checkpoints if they hold a valid travel document and will obtain a permit to stay in Georgia. An authorized body of the Ministry of Internal Affairs (MIA) of Georgia may, in special cases defined by the Ministry of Internal Affairs, permit an alien to cross the state border of Georgia without a travel document and stay in Georgia for up to three months.

102. Durée moyenne des procédures, en jours (à partir de la date de saisine du tribunal). La durée moyenne des procédures est calculée à partir de l'introduction du recours jusqu'au prononcé du jugement, sans tenir compte de la phase d'exécution.

	% des décisions ayant fait l'objet d'un appel	Durée moyenne en 1ère instance (en jours)	Durée moyenne en 2ème instance (en jours)	Durée moyenne en 3ème instance (en jours)	Durée moyenne de la procédure complète (en jours)	% d'affaires pendantes depuis plus de 3 ans, pour toutes les instances
Affaires civiles et commerciales contentieuses	2 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	174 [] NA [] NAP	131 [] NA [] NAP	890 [] NA [] NAP	26 [] NA [] NAP
Divorce contentieux	1 [] NA [] NAP	105 [] NA [] NAP	121 [] NA [] NAP	116 [] NA [] NAP	603 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
Licenciement	24 [] NA [] NAP	246 [] NA [] NAP	146 [] NA [] NAP	156 [] NA [] NAP	913 [] NA [] NAP	21 [] NA [] NAP
Faillite	75 [] NA [] NAP	191 [] NA [] NAP	27 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP	218 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
Vol avec violence	23 [] NA [] NAP	225 [] NA [] NAP	150 [] NA [] NAP	160 [] NA [] NAP	721 [] NA [] NAP	31 [] NA [] NAP

Homicide volontaire	93	141	246	148	764	20
	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA
	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP

Commentaires It has to be noted, that in 2018 more incoming cases from the last year in the category “litigious divorce” has been cleared than in 2016, which in turn affects the data regarding the average length.

Regarding the increase of average length in 1st instance for employment dismissal, because of the high case flow in the Civil law cases, the number of residue cases has increased, which in turn results in increased average length.

For insolvency cases: a) In the courts of first instance in 2016 108 insolvency cases have been heard, while in 2018 the amount of heard insolvency cases has decreased to 60, while in the courts of appeal in 2018 there were more appealed cases than in 2016, thus the number of appeals have increased. b) In 2018 in Tbilisi city court significant amount of cases heard from the mentioned category have been in court from 2015, 2016 and/or 2017, which, as a result, has increased the average length of proceedings in 2018.

Regarding robbery cases, From the cases heard in the first instance in 2018 significant amount of cases have been in court from 2017, 2016, 2015 and 2013, which resulted in the increased average length.

103. Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce (contentieux et non contentieux) :

. Under article 1123 of the Civil Code of Georgia, if there is a dispute between spouses, the divorce shall be obtained through legal proceedings in court. In other cases, the civil registration agency of the Ministry of Justice is authorized to issue decision on divorce. Under article 1127 of the Civil Code of Georgia, a court shall hear divorce cases pursuant to adversary proceedings established by the Civil Procedure Code. The court shall take measures to reconcile the spouses. It may adjourn the hearing and fix a period of a maximum of six months for reconciliation of the spouses. A divorce shall be granted if the court finds that it is no longer possible for the spouses to live together and preserve the family. When delivering a divorce decision, the court shall, if necessary, take actions to safeguard the interests of the minor children and a disabled spouse. Under article 14 of the Civil Procedure Code of Georgia, divorce cases are heard in the first instance by the magistrate judges.

104. Comment est calculée la durée moyenne des procédures pour les six catégories d'affaires de la question 102? Veuillez décrire la méthode de calcul.

. The length of proceedings on every case is calculated regarding each category, from the date the application to the court is lodged to the date the final judgment is made. This is different from the method applied previously.

4.2.6. Gestion des flux d'affaires – ministère public

105. Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles) :

- diriger ou superviser l'enquête policière
- mener des enquêtes
- quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes

porter une accusation

soumettre l'affaire au tribunal

proposer une peine au juge

faire appel

superviser la procédure d'exécution

classer l'affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge (observer la cohérence avec la question 36 !)

clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge

autres attributions significatives (veuillez préciser) :

Commentaires During hearing of case on the merits, prosecutor is not authorised to request the application of particular sentence. He/she may express opinion in this regard if he/she wishes so. However, in plea bargain proceedings, pursuant to the agreement with defendant, prosecutor requests, inter alia, the application of a certain sentence. In the latter case, court approves or rejects the prosecutor's motion based on the existing criteria.

According to the legislation of Georgia, only competent authority for application of criminal penalty is a court. In diversion proceedings, prosecutor may divert individual from criminal prosecution if he/she agrees to fulfil the diversion conditions. This process is relevant to the part of the bullet point referring to the power of prosecutor to end the case by negotiating measure without requiring a judicial decision.

106. Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires suivantes :

affaire civiles

affaires administratives

affaires de faillite

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Prosecutors of the Legal Unit of the PSG participate in civil cases related to confiscation of racketeering, illicit and undocumented property as well as in administrative litigations in relation to administrative decisions made by the Prosecutor's Office.

107. La gestion des affaires par le procureur : nombre total des affaires pénales en première instance

	Reçues par le procureur au cours de l'année de référence	Classées sans suite par le procureur (v. 108 ci-dessous) au cours de l'année de référence	Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le procureur	Portées devant les tribunaux
Nombre total d'affaires pénales traitées en première instance par le procureur	68 874 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	27 082 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 390 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	14 693 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires The difference observed in the number of cases concluded by a penalty or a measure imposed or negotiated by the public prosecutor is caused by the use of different methodologies during the provision of the above-mentioned statistical data. Namely, unlike previous reporting, during the last reporting the number of cases where plea agreements had been approved by court was not included in the said statistics. Are only included cases in which persons were diverted from prosecution, as cases concluded by measure imposed or negotiated by the public prosecutor.

107-1. Si la procédure du plaider coupable existe, combien d'affaires ont été portées par le procureur devant les tribunaux par le biais de cette procédure?

Nombre de procédures du plaider coupable
--

Total	9 666 [] NA [] NAP
Avant que l'affaire ne soit portée devant les tribunaux	6 483 [] NA [] NAP
Pendant la procédure judiciaire	3 183 [] NA [] NAP

Commentaires

108. Nombre total des affaires classées sans suite par le procureur.

	Nombre d'affaires
Nombre total des affaires classées sans suite par le procureur (1 + 2 + 3 + 4)	27 082 [] NA [] NAP
1. Classées sans suite par le procureur parce que l'auteur de l'infraction n'a pas pu être identifié	4 770 [] NA [] NAP
2. Classées sans suite par le procureur en raison d'une impossibilité de fait ou de droit	18 961 [] NA [] NAP
3. Classées sans suite par le procureur pour raison d'opportunité	2 466 [] NA [] NAP
4. Autre	885 [] NA [] NAP

Commentaires

109. Est-ce que ces données incluent le contentieux routier ?

Oui

Non

Commentaires

D2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 91, 94, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 107, 107-1 et 108.

Sources : Prosecution Service of Georgia.

5. Carrière des juges et procureurs

5.1. Recrutement et promotion

5.1.1.Recrutement et promotion des juges

110. Comment les juges sont-ils recrutés ?

principalement par concours (concours ouvert)

principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience professionnelle dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)

une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

111. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement. Les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

une instance composée seulement de juges

une instance composée seulement de non juges

une instance composée de juges et de non juges

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des juges. S'il existe plusieurs instances impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs : High Council of Justice

112. La même instance (Q.111) est-elle compétente pour la promotion des juges ?

Oui

Non

Commentaires

113. En quoi consiste la procédure de promotion des juges: (plusieurs réponses possibles)

Concours / Examen

Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)

Absence de procédure spécifique

Commentaires - Veuillez préciser comment se déroule la promotion des juges (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen): An acting judge with 5 years of judicial experience can be promoted. Objective Criteria for promotion are determined by the High Council of Justice.

113-1. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un juge? (plusieurs réponses possibles)

Les années d'expérience

Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)

La performance (quantitative)

Les résultats d'évaluations

Les critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)

Autre(s)

Aucun critère

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»): Criteria has not yet been determined.

5.1.2.Statuts, recrutement et promotion des procureurs

115. Le ministère public est-il :

- statutairement indépendant
- sous l'autorité du ministre de la Justice ou une autre autorité centrale
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires - Le cas échéant, veuillez préciser les garanties objectives de cette indépendance (mutation, nomination...). The Parliament elects the General Prosecutor for a term of 6 years. The legislation provides strong safeguards regarding his/her dismissal. The term of office of the General Prosecutor is not renewable. See more information under section 12 concerning the recently amended status of PSG as well as other reforms further increasing its independence.

115-1. La loi, ou une autre réglementation, empêche-t-elle les instructions spécifiques de poursuivre ou de ne pas poursuivre qui seraient adressées à un procureur ?

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : According to the legislation of Georgia, prosecutor is independent in his/her activity and no one has the right to interfere. Respectively, the law prohibits giving specific instructions to prosecutors on whether to prosecute or not. The General Prosecutor has a right to issue written guidelines for prosecutors, inter alia, on application of discretionary power.

116. Comment sont recrutés les procureurs ?

- principalement par concours (concours ouvert)
- principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)
- une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

117. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement. Les procureurs sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

- une instance composée seulement de procureurs
- une instance composée seulement de non procureurs
- une instance composée de procureurs et de non procureurs

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des procureurs. S'il y a plusieurs autorités impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs : The Selection Board of PSG, which is composed of prosecutors and non-prosecutors, is responsible for selection and nomination of prosecutors. The General Prosecutor appoints the candidates nominated by the Selection Board as prosecutors.

The HR Department of PSG is responsible for organisation of selection and appointment process.

118. La même instance (Q 117) est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?

- Oui
- Non, quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs ?

Commentaires On 22 April 2019, the General Prosecutor established new consultative body, the Career Management, Ethics and Incentives Council. The Council is responsible for sustainable development of PSG as well as application of incentives, promotion and disciplinary liability in relation to PSG employees. It replaced the previously existing Consultative Council, which was created by the Order of the Chief Prosecutor on 11 January 2016. The most important difference between the current and the former consultative bodies is that the new one has the legislative basis that was enshrined in the Organic Law on Prosecution Service during the 2018 PSG reforms. See more details regarding these reforms under section 12.

The Career Management, Ethics and Incentives Council is composed of the following 17 members: the General Prosecutor; the First Deputy General Prosecutor; 3 Deputy General Prosecutors; 8 members of the Prosecutorial Council; the head of the General Inspection Unit; the head of the Human Resources Management and Development Department; the head of the Department for Supervision over Prosecutorial Activities and Strategic Development and the head of the Legal Unit of PSG.

The General Prosecutor promotes the candidates recommended by the Career Management, Ethics and Incentives Council. He/she may decline the recommended promotion. In this case, the General Prosecutor shall provide the reasons.

119. En quoi consiste la procédure de promotion des procureurs: (plusieurs réponses possibles)

- Concours / Examen
- Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)
- Absence de procédure spécifique

Commentaires - Veuillez préciser comment se déroule la promotion des procureurs (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) : The additional applicable procedures for promotion of prosecutors are as follows:

- Consideration of the matter by the Career Management, Ethics and Incentives Council and its recommended action.
- Issuance of the Order of the General Prosecutor regarding the promotion.

119-2. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un procureur?

- Les années d'expérience
- Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)
- La performance (quantitative)
- Les résultats d'évaluations
- Les critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)
- Autre(s)
- Aucun critère

Commentaires - Veuillez préciser tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s) »):

5.1.3. Mandat et retraite des juges et procureurs

121. Le mandat des juges est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire : 65
- Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (ex: la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser : Acting judges of the Supreme Court are appointed for the term of 10 years.

New judges in the first and appellate instance courts are appointed for 3 years probationary period. This rule does not extend to former Supreme Court judges, former Constitutional Court judges or former or acting judges with the 3 years experience of judgeship. The later is appointed until the retirement age if less than 10 years have passed since the candidate has left the judicial position. All acting Supreme Court Judges (10) are appointed for 10 years term. Pursuant to the 2018 amendments in the Constitution of Georgia, the Supreme Court

judges elected after 2018 will be elected for an undetermined period.

121-1. Un juge peut-il être transféré dans une autre juridiction sans son consentement :

Pour des raisons disciplinaires

Pour des raisons organisationnelles

Pour d'autres raisons (veuillez préciser les modalités et garanties) :

Non

Commentaires

122. Une période probatoire est-elle instaurée pour les juges (par exemple avant d'être nommé à vie) ? Si oui, quelle en est la durée ?

Oui, durée de la période probatoire (en années) :3

Non

Commentaires

123. Le mandat des procureurs est-il à durée indéterminée (à savoir « à vie » = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :NAP

Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser : All prosecutors, except for the General Prosecutor, are appointed for an undetermined period. The legislation of Georgia does not stipulate compulsory retirement age. According to the Organic Law of Georgia on Prosecution Service and the Law of Georgia on State Pension, male prosecutors who have reached 65 years and female prosecutors having reached 60 years are eligible for retirement. The retirement in this case is not mandatory. It depends on the will of the person reaching the retirement age. The term of office of the Prosecutor General of Georgia is 6 years. The same person cannot be re-elected for a consecutive term.

124. Une période probatoire est-elle instaurée pour les procureurs ? Si oui, quelle en est la durée ?

Oui, durée de la période probatoire (en années) :

Non

Commentaires

125. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les juges (v. question 121), quelle est la durée du mandat (en années)? Est-il renouvelable ?

[10]

NA

NAP

Commentaires

125-1. Est-il renouvelable ?

Oui

Non

NAP

Commentaires They have to participate in the competition together with other candidates.

126. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les procureurs (v. question 123), quelle est la durée du mandat (en années)?

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires

126-1. Est-il renouvelable ?

() Oui

() Non

[X] NAP

Commentaires

E1. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :

Sources : Organic law of Georgia on Common Courts.
Prosecution Service of Georgia.

5.2. Formation

5.2.1. Formation des juges

127. Types de formations proposées des juges :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale (par exemple fréquentation d'une école de la magistrature, stage dans un tribunal)	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue générale	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue à l'éthique	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non

128. Fréquence de la formation continue des juges :

	Fréquence de la formation
Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue à l'éthique	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des juges : The High School of Justice conducts trainings on the basis of in-service training program for judges and other court staff which derives from the annual needs assessment of the state obligations, relevant government action plans, reports of international organizations and NGO-s, etc. Thus, the content of the program varies from year to year. However, some of the general and crucial topics are regularly included in the annual in-service training program of the HSoJ in the context of sustainability of quality training in these fields (e.g. human rights, judicial ethics, juvenile justice, leadership and management, etc.).



5.2.2. Formation des procureurs

129. Types de formations proposées aux procureurs :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue à l'éthique	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non

Commentaires

130. Fréquence de la formation continue des procureurs :

	Fréquence de la formation continue
Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue à l'éthique	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des procureurs : PSG is very active in ensuring the capacity building of prosecutors. Almost every week there is at least one training activity for prosecutors.

131. Disposez-vous d'(une) institution(s) publique(s) chargée(s) de la formation des juges et des procureurs?

	Formation initiale seulement	Formation continue seulement	Formation initiale et continue
Une institution pour les juges	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Une institution pour les procureurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Une institution commune pour juges et procureurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Commentaires

131-0. Si oui, quel est le budget de cette (ces) institution(s)?

	Budget de l'institution pour l'année de référence, en €
Une institution pour les juges	540 000 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Une institution pour les procureurs	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Une institution commune pour les juges et procureurs	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires The Professional Development and Career Management Centre of PSG (the Training Centre) is responsible for training of prosecutors. It is a structural body of PSG and does not have a separate budget. The PSG finances the Training Centre through its budget.

131-1. S'il n'y a pas de formation initiale obligatoire des juges et/ou des procureurs dans de telles institutions, pouvez-vous brièvement préciser comment ces juges et/ou procureurs sont formés ?

. see question 129.

131-2. Nombre de formation continue (en jours) organisées par l'institution de formation judiciaire à l'intention des juges, des procureurs, du personnel non-juge et du personnel non-procureur

	Nombre de formation continue organisée, en jours (sans e-learning)	Formations en ligne disponibles tout au long de l'année de référence (e-learning)
Total	185 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	24 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Seulement pour les juges	91 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Seulement pour les procureurs	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

3. Seulement pour le personnel non-juge	85 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	24 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Seulement pour le personnel non-procureur	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Autres formations communes	9 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires : The PSG Training Centre does not maintain the training statistics in days. For calculating the intensity of trainings, the Training Centre counts number of training events and hours. In 2018, there were four trainings with 77 learning hours per prosecutor on average. In 2018, three joint training courses were carried out through the HELP distance learning platform for prosecutors, investigators and lawyers.

Number of training events was 195 in 2018, attended by 2600 participants from the PSG. There were nine joint trainings for prosecutors and judges during the same period.

E2. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :

Sources : Prosecution Service of Georgia.

5.3.Exercice de la profession

5.3.1.Salaires et avantages des juges et procureurs

132. Salaires des juges et des procureurs au 31 décembre de l'année de référence:

	Salaire annuel brut, en €	Salaire annuel net, en €	Salaire annuel brut en monnaie nationale	Salaire annuel net en monnaie nationale
Juge professionnel de 1ère instance au début de sa carrière	15 081 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	12 065 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	48 000 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	38 400 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un juge de ce niveau, non pas le salaire du président de la cour)	22 621 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	17 909 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	72 000 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	57 000 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Procureur au début de sa carrière	8 247 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	6 872 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	26 208 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	21 840 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un procureur de ce niveau, non pas le salaire du Procureur Général).	27 656 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	23 049 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	87 888 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	73 248 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires PSG is not organised according to the court instances. The position of the Public Prosecutor of the Supreme Court does not exist. Therefore, the salary of the regional prosecutor is indicated in the respective section instead.

133. Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages complémentaires suivants ?

	Juges	Procureurs
Imposition réduite	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Retraite spécifique	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Logement de fonction	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autre avantage financier	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires

134. Si « autre avantage financier », veuillez préciser :

. Judge can get an additional remuneration based on the decision of the High Council of Justice in case if the caseload of the judge is high and/or he/she has participated in the program of high school of justice as a coordinator of a listener.

The other benefit are:

the favourable loan terms in the bank, which is in contractual relation with the PSG;

Medical insurance; fuel and cell deposit; Bonuses.

[] NAP

135. Un juge peut-il cumuler son travail avec les autres fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Recherche et publication	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Arbitrage	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Consultant	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Fonction culturelle	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non
Fonction politique	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Médiateur	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autre fonction	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les

préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser.

137. Un procureur peut-il cumuler son travail avec les autres fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Recherche et publication	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Arbitrage	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Consultant	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Fonction culturelle	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non
Fonction politique	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Médiateur	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autre fonction	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser : The Organic Law of Georgia on Prosecution Service allows prosecutors to carry out teaching and research activities, as well as cultural activities. There is no need for obtaining permission for undertaking these activities.

139. Prime de productivité : les juges ont-ils droit à des primes en fonction du respect d'objectifs quantitatifs en rapport avec les affaires terminées (par exemple nombre d'affaires terminées pour une période donnée) ?

- () Oui
(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser les conditions et éventuellement les montants:

5.3.2 Institution/organe d'éthique

138. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des juges (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les juges, etc.) ?

- () Oui
(X) Non

Commentaires

138-1. Si oui, quelle est la composition de cet institution/organe ?

- () juges uniquement
() juges et représentants d'autres professions juridiques

() autre, veuillez préciser :

Commentaires

138-2. Les avis de cet institution/organe sont-ils accessibles au public?

() Oui

() Non

[] NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc.

[] NAP

138-3. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des procureurs (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des médias sociaux par les procureurs, etc.) ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

138-4. Si oui, quelle est la composition de cet institution/organe ?

(X) procureurs uniquement

() procureurs et représentants d'autres professions juridiques

() autre, veuillez préciser :

Commentaires

138-5. Les avis de cet institution/organe sont-ils accessibles au public?

() Oui

(X) Non

[] NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc. The General Inspectorate of the General Prosecutor's Office, which is in charge of conducting administrative investigations into the disciplinary violations, also provides counselling to the interested PSG employees regarding the ethical questions of the conduct of prosecutors. The statistics of such consultations is not kept.

[] NAP

5.4. Procédures disciplinaires

5.4.1. Autorités responsables des procédures disciplinaires et des sanctions

140. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les juges (plusieurs options possibles) ?

[X] Justiciables

[X] Tribunal concerné ou supérieur hiérarchique

[X] Cour suprême

[X] Conseil supérieur de la magistrature

[X] Tribunal ou autorité disciplinaire

Médiateur (Ombudsman)

Parlement

Pouvoir exécutif (veuillez préciser) : Investigator or public prosecutor (with notification)

Autre (veuillez préciser) :

Ceci n'est pas possible

Commentaires Investigator or public prosecutor (with notification). According to the organic law of Georgia on Common Courts a ground for initiating disciplinary proceedings against a judge may be the following:

a) a complaint or application of any person, except for an anonymous complaint or application; b) an explanatory note of another judge, a member of court or the High Council of Justice of Georgia or an officer of the administration of court or the High Council of Justice of Georgia with regard to the commission of a disciplinary misconduct by a judge;

c) a notification by an investigative body;

d) information disseminated through mass media, and information in the report and/or proposal of the Public Defender of Georgia with respect to an act committed by a judge that may be considered as a disciplinary misconduct.

141. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les procureurs (plusieurs options possibles) :

Citoyens

Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

Procureur Général/Procureur d'Etat

Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)

Tribunal ou autorité disciplinaire

Médiateur (Ombudsman)

Organisme professionnel

Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :

Autre (veuillez préciser) :

Ceci n'est pas possible

Commentaires

142. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges ? (plusieurs options possibles)

Tribunal

Cour suprême

Conseil supérieur de la magistrature

Tribunal ou autorité disciplinaire

Médiateur (Ombudsman)

Parlement

Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :

Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

143. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des procureurs ? (plusieurs options possibles)

options possibles)

- Cour Suprême
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur Général/Procureur d'Etat
- Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Organisme professionnel
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

5.4.2. Nombre de procédures disciplinaires et de sanctions

144. Nombre de procédures disciplinaires intentées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Juges	Procureurs
Nombre total (1+2+3+4)	449 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	66 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Faute déontologique	81 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	22 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Insuffisance professionnelle	256 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	42 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Délit pénal	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre	112 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : Prosecutor: Breach of rules of conduct at the office.

Juges: According to the organic law of Georgia on Common Courts Article 751 types of disciplinary misconduct are as follows:

- a) a corruption offence or misuse of one's official position to the detriment of justice and official interests. An offence under the Law of Georgia on Conflict of Interest and Corruption in Public Institutions shall be considered a corruption offence unless it entails criminal or administrative liability;
- b) any activity incompatible with the position of a judge, or conflicts of interest with the duties of a judge;
- c) an inappropriate act of a judge, which encroaches on the authority of a court or impairs the confidence in a court;
- d) ungrounded delay in hearing a case;
- e) failure to perform or improper performance of duties of a judge;
- f) disclosure of secrecy of deliberations or professional secrecy of judges;
- g) hinderance to the activities of, or showing of disrespect for a body with disciplinary powers;

h) violation of judicial ethics.

145. Nombre de sanctions prononcées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs :

	Juges	Procureurs
Nombre total (total 1 à 10)	1 [] NA [] NAP	7 [] NA [] NAP
1. Réprimande	0 [] NA [] NAP	5 [] NA [] NAP
2. Suspension	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
3. Retrait d'une affaire	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
4. Amende	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
5. Diminution de salaire temporaire	[] NA [X] NAP	0 [] NA [] NAP
6. Rétrogradation de poste	[] NA [X] NAP	0 [] NA [] NAP
7. Mutation géographique dans un autre tribunal	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
8. Démission	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
9. Autre	1 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
10. Révocation	0 [] NA [] NAP	2 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires intentées et le nombre de sanctions prononcées, veuillez en préciser les raisons. Judges: Apart from disciplinary penalties, there are types of disciplinary actions listed in the article 753 of the Organic Law on Common Courts the following shall be the disciplinary actions:

a) application to a judge with a private letter of recommendation;

b) dismissal of the chairperson, the first deputy or a deputy chairperson of a court, the chairperson of a judicial panel or chamber from office.

In 2018 in one case judge was given a private recommendation letter. Prosecution: According to the legislation of Georgia, the term of disciplinary proceedings covers entire disciplinary process, which includes the stages of conducting administrative investigations, bringing administrative charges, consideration by the Career Management, Ethics and Incentives Council and imposition of sanction by the General Prosecutor. Statistics table 144 contains information on opened administrative investigations, which is the first stage of disciplinary proceedings. Some of these investigations ended up with finding persons guilty in disciplinary violations and imposition of sanctions, while in some cases, the violations were either not confirmed or disciplinary proceeding were pending during the reporting period. Furthermore, following the number of administrative investigations in 2018, the decision was made to send recommendations to

23 individuals on what to improve in their practice.

In view of the above, there is a difference between the numbers of disciplinary proceedings (administrative investigations) and imposed sanctions.

E3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 144 et 145 :

Sources : Prosecution Service of Georgia.
High Council of Justice.

6. Avocats

6.1. Profession d'avocat

6.1.1. Statuts de la profession d'avocat

146. Nombre d'avocats exerçant dans votre pays :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'avocats	4 580 [] NA	2 376 [] NA	2 204 [] NA

Commentaires

147. Ce nombre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter de clients en justice ?

Oui ()

Non (X)

Commentaires

148. Nombre de conseillers juridiques qui ne peuvent pas représenter de clients en justice :

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires

149. Les avocats ont-ils le monopole de la représentation en justice (plusieurs options sont possibles) pour les :

	Première instance	Seconde instance	Cour suprême
Affaires civiles	[]	[X]	[X]
Affaires de licenciement	[]	[X]	[X]

Affaires pénales - Défendeur	[X]	[X]	[X]
Affaires pénales - Victime	[X]	[X]	[X]
Affaires administratives	[]	[X]	[X]

[] NAP

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu du monopole des avocats :

149-0. En cas d'absence de monopole, veuillez préciser les organismes ou personnes pouvant représenter les clients au tribunal :

	Première instance	Seconde instance	Cour suprême
Organisme de la société civile	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Membre de la famille	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Personne concernée elle-même	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Syndicat	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autres	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires - Si « autres », veuillez préciser. De plus, veuillez préciser pour les catégories mentionnées quels sont les types d'affaires concernés par cette/ces représentation(s) :

149-1. Outre les fonctions de représentation en justice et de conseil juridique, un avocat peut-il exercer d'autres activités ?

- [] Activité notariale
- [X] Arbitrage/médiation
- [X] Mandataire
- [X] Syndic de copropriété
- [X] Agent immobilier
- [X] Autres (veuillez préciser) :

Commentaires

149-2. Quelles sont les statuts de la profession d'avocat ?

- [X] Avocat indépendant
- [X] Avocat salarié
- [X] Avocat d'entreprise

Commentaires

150. La profession d'avocat est-elle organisée à travers :

un barreau national

un barreau régional

un barreau local

Commentaires

151. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?

Oui

Non

Commentaires - Si non, veuillez indiquer s'il existe d'autres exigences spécifiques en matière de diplôme ou de niveau universitaire:

152. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?

Oui

Non

Commentaires

153. La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations, à un certain niveau de compétence, à un certain diplôme ou à certaines autorisations ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : In Juvenile Justice

F1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 146 et 148 :

Sources : General database of the Georgian Bar Association and professional regulations (the law of Georgia on Advacotes).

6.1.2.Exercice de la profession

154. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats (c'est à dire une information préalable sur le montant prévisible des honoraires demandés) ?

Oui

Non

Commentaires

155. Les honoraires des avocats sont-ils librement négociés ?

Oui

Non

Commentaires

156. La loi ou les règlements du Barreau contiennent-ils des règles sur les honoraires des avocats

(même s'ils sont librement négociés) ?

- Oui, la loi contient des règles
- Oui, les règlements du Barreau contiennent des règles
- Non, ni la loi ni les dispositions du Barreau ne contiennent de règles

Commentaires

6.1.3. Standards de qualité et procédures disciplinaires



157. Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés? A lawyer is required to provide a qualified and bona fide advice to a client and represent him/her with due diligence.

Quality criteria for a qualified and bona fide advice/representation are: professional activity according specialization (license of GBA, for example: if lawyer has criminal law specialization, he/she shouldn't take civil cases unless passes exam and takes license for civil law), professional activity according the international and national law; fulfilling client's legitimate indications.

158. Si oui, qui a la responsabilité d'établir ces normes de qualité :

- le Barreau
- le législateur
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

159. Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant :

- la prestation de l'avocat
- le montant des honoraires

Commentaires - Veuillez préciser :

160. Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires?

- Le juge
- Le ministère de la Justice
- Une instance professionnelle
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

161. Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des avocats. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	41 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

1. Faute déontologique	41 [] NA [] NAP
2. Insuffisance professionnelle	[] NA [X] NAP
3. Délit pénal	[] NA [X] NAP
4. Autre	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

162. Sanctions prononcées à l'encontre des avocats.

	Nombre de sanctions
Nombre total de sanctions (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	14 [] NA [] NAP
1. Réprimande	0 [] NA [] NAP
2. Suspension	1 [] NA [] NAP
3. Retrait d'une affaire	[] NA [X] NAP
4. Amende	[] NA [X] NAP
5. Autre	13 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez indiquer les raisons : In 4 cases Commission used – personal letter of reprimand, in 9 cases – Warning. Despite disciplinary proceedings was initiated in 4 cases, the final decision was absolvent. By the end of 2018 final decision was not taken at 23 cases, that's the reason of difference between the number of disciplinary proceedings and the number of sanctions.

7. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal et autres mesures alternatives au règlement des litiges

7.1 Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

7.1.1. Précisions sur la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

163. Existe-t-il des processus de médiations conduite ou renvoyée par le tribunal dans le système judiciaire ?

Oui

Non

Commentaires

163-1. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il la médiation obligatoire avec un médiateur ?

Avant/à la place de la procédure devant le tribunal

Ordonnée par le tribunal, le juge, le procureur ou une autorité publique dans le cadre d'une procédure contentieuse en cours

Pas de médiation obligatoire

Commentaires - Si la médiation obligatoire existe, veuillez préciser quels sont les domaines concernés : Currently, the Georgian legislation provides mandatory mediation for fields, such as: Family disputes, (except for adoption, annulment of adoption, abolition of adoption, restriction of parental rights, deprivation of parental rights, and harassment of women and / or domestic violence), heritage and neighborhood legal disputes. Judge if he/she considers the case relevant for mediation, he/she transfers the case to the Mediation Center, despite parties consent.

163-2. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il des séances d'information obligatoires avec un médiateur?

Oui

Non

Commentaires -Si les séances d'information obligatoires existent, veuillez préciser quels sont les domaines concernés :

164. Veuillez préciser, par type d'affaires, qui fournit des services de médiation conduite ou renvoyée par le tribunal ?

	Médiateur privé	Autorité publique (autre que le juge)	Juge	Procureur
Affaires civiles et commerciales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires familiales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires administratives	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires pénales	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires liées aux consommateurs	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires In that case, private mediators are the ones, who are certified court mediators and conduct the cases in Court Mediation Centers (only after the judge transfers the case to the center). Those mediators also have legal or other kind of practice in their profession,

so they can do private mediations outside the court, there is no such restriction for them no to do so.

165. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des médiations conduites ou renvoyées par le tribunal ou de bénéficier gratuitement de ces services?

Oui

Non

NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Interested parties can receive legal consultation, also about mediation, for free of charge, but only outside the court, e.g. "Legal Aid Service", "GYLA" and etc.

166. Nombre de médiateurs accrédités ou enregistrés pour exercer la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal:

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de médiateurs	57 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	24 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	33 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

167. Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal:

	Nombre d'affaires pour lesquelles les parties s'accordent pour débiter une médiation	Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal terminées	Nombre d'affaires conclues par un accord de règlement
Total (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Affaires civiles et commerciales	58 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	49 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	49 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Affaires familiales	18 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Affaires administratives	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
4. Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	6 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Affaires pénales	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
6. Affaires liées aux consommateurs	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la source : Criminal case statistics are not included in the table above.

168. Est-ce que les formes suivantes de mesures alternatives de règlement des litiges existent dans

vosre pays ?

la médiation autre que la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

l'arbitrage

la conciliation (si différente de la médiation)

d'autres mesures alternatives au règlement des litiges (veuillez spécifier) :

Commentaires

G1. Veuillez indiquer la source de la réponse à la question 166 :

Source : Tbilisi City Court's mediators (<http://www.tcc.gov.ge/ka/Mediators>), Rustavi City Court's Mediators (http://www.court.ge/courts/rustavis_saqalaqo_sasamartlo/?page=594), Gori City Court's Mediators.

8.Exécution des décisions de justice

8.1.Exécution des décisions en matière civile

8.1.1.Fonctionnement

169. Existe-t-il dans votre système judiciaire des agents d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

170. Nombre d'agents d'exécution

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'agents d'exécution	180 <input type="checkbox"/> NA	106 <input type="checkbox"/> NA	74 <input type="checkbox"/> NA

Commentaires

171. Les agents d'exécution sont-ils (plusieurs choix possibles) :

des juges

des huissiers de justice exerçant en profession libérale réglementée par les autorités publiques

des huissiers de justice attachés à une institution publique

autre

Commentaires - Veuillez préciser leur statut et leurs compétences (pouvoirs) : Both, private bailiffs and enforcement agents of National Bureau have similar functions and responsibilities. The only exception is that private bailiffs are not allowed to enforce cases where amount of request exceeds 500.000 GEL.

171-1. Les agents d'exécution ont-ils le monopole dans l'exercice de leur fonction ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu du monopole des agents d'exécution ou au contraire des indications sur la concurrence à laquelle ils peuvent être confrontés:

171-2. L'agent d'exécution peut-il réaliser les procédures civiles d'exécution suivantes :

	Option
Saisie des biens meubles corporels	() Oui avec monopole (X) Oui sans monopole () Non [] NAP
Saisie des immeubles	() Oui avec monopole (X) Oui sans monopole () Non [] NAP
Saisie entre les mains d'un tiers des créances du débiteur portant sur une somme d'argent	() Oui avec monopole (X) Oui sans monopole () Non [] NAP
Saisies des rémunérations	() Oui avec monopole (X) Oui sans monopole () Non [] NAP
Saisies des véhicules terrestres à moteur	() Oui avec monopole (X) Oui sans monopole () Non [] NAP
Mesures d'expulsion	(X) Oui avec monopole () Oui sans monopole () Non [] NAP
Vente forcée par adjudication publique des biens saisis	(X) Oui avec monopole () Oui sans monopole () Non [] NAP
Autres	() Oui avec monopole (X) Oui sans monopole () Non [] NAP

Commentaires

171-3. Outre l'exécution des décisions de justice, quelles sont les autres activités pouvant être exercées par les agents d'exécution ?

[] Signification ou notification d'actes judiciaires ou extrajudiciaires

[X] Recouvrement de créances

[X] Ventes aux enchères mobilières et immobilières publiques ou volontaires

- Séquestres
- Constats
- Service des audiences près les juridictions
- Conseils juridiques
- Procédures de faillites
- Missions confiées par le juge
- Représentation des parties devant les juridictions
- Rédaction des actes sous-seings privés
- Administrateur d'immeubles
- Autres

Commentaires

172. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'agent d'exécution?

- Oui
- Non

Commentaires

172-1. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les agents d'exécution ?

- Oui
- Non

Commentaires

173. La profession d'agent d'exécution est-elle organisée par (la réponse NAP signifie que la profession n'est pas organisée) :

- une instance nationale
- une instance régionale
- une instance locale
- NAP

Commentaires

174. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution ?

- Oui
- Non

Commentaires

175. Est-ce que les frais d'exécution sont librement négociés ?

- Oui
- Non

176. Est-ce que la loi énonce des règles sur les frais d'exécution (même s'ils sont librement négociés) ?

Oui

Non

H0. Veuillez indiquer les sources pour la réponses à la question 170 :

Source : LAW OF GEORGIA ON ENFORCEMENT PROCEEDINGS
<https://matsne.gov.ge/ka/document/view/18442?impose=translateEn&publication=90>

8.1.2.Efficacité des services d'exécution

177. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?

Oui

Non

178. Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution ?

une instance professionnelle

le juge

le ministère de la Justice

le procureur

autre (veuillez préciser) :National Bureau of Enforcement

Commentaires Internal Control and Auditing Office of the National Bureau of Enforcement inspects the legality of the activities carrying out by the bailiffs of the NBE.

179. Des normes de qualité sont-elles formulées pour les agents d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés ? A bailiff shall take all legitimate measures for enforcing a decision rapidly and effectively, inform the parties of their rights and duties, the substance and possibilities for individual types of enforcement, and assist them in protecting their rights and legitimate interests.

180. Si oui, qui est chargé de formuler ces normes de qualité ?

un organisme professionnel

le juge

le ministère de la Justice

[X] autre (veuillez préciser) :Bureau of Enforcement

Commentaires

181. Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

182. Disposez-vous d'un système pour contrôler la manière dont la procédure d'exécution est conduite par l'agent d'exécution?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

183. Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ? Veuillez n'en indiquer que 3 au maximum.

[X] absence de toute exécution

[] non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques

[X] manque d'information

[X] durée excessive

[] pratiques illégales

[] supervision insuffisante

[] coût excessif

[] autre (veuillez préciser) :

Commentaires

184. Votre pays a-t-il préparé ou adopté des mesures concrètes pour changer la situation concernant l'exécution des décisions de justice – en particulier les décisions rendues contre les autorités publiques ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : General Inspection of the Ministry of Justice of Georgia – to monitor the activities of private bailiffs and Department of Internal Control and Audit of National Bureau of Enforcement - to monitor the activities of enforcement agents of National Bureau of Enforcement.

185. Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :

	Existence du système
pour les affaires civiles	(X) Oui () Non

pour les affaires administratives	(X) Oui () Non
-----------------------------------	----------------------

Commentaires

186. Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction ? (Une seule option possible)

- (X) entre 1 et 5 jours
 () entre 6 et 10 jours
 () entre 11 et 30 jours
 () plus (veuillez préciser) :
 [] NA

Commentaires

187. Nombre de procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires initiées
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	3 [] NA [] NAP
1. Pour faute déontologique	0 [] NA [] NAP
2. Pour insuffisance professionnelle	0 [] NA [] NAP
3. Pour délit pénal	0 [] NA [] NAP
4. Autre	3 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

188. Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution :

	Nombre de sanctions prononcées
Nombre total de sanctions (1+2+3+4+5)	5 [] NA [] NAP
1. Réprimande	5 [] NA [] NAP

2. Suspension	0 [] NA [] NAP
3. Retrait d'une affaire	0 [] NA [] NAP
4. Amende	0 [] NA [] NAP
5. Autre	0 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez en indiquer les raisons :

H1. Veuillez indiquer les sources pour les réponses aux questions 186, 187 et 188 :

Source : Statistical data provided by the General Inspection of the Ministry of Justice.

8.2.Exécution des décisions pénales

8.2.1.Fonctionnement de l'exécution des décisions pénales

189. Qui est chargé de l'exécution des décisions pénales? (plusieurs options possibles)

- [] Juge
 [] Procureur
 [X] Services pénitentiaire et de probation
 [] Autre autorité (veuillez préciser) :

Commentaires - Veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle).

190. En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?

- () Oui
 (X) Non

Commentaires

191. Si oui, quel est le taux de recouvrement ?

- () 80-100%
 () 50-79%
 () Moins de 50%

Commentaires - Veuillez indiquer la source ayant permis de répondre à cette question :

9. Notaires

9.1. Profession de notaire

9.1.1. Nombre et statuts des notaires

192. Si votre pays dispose de notaires, veuillez indiquer leur nombre et leur statut. Sinon, veuillez passer à la question 197.

	Total	Hommes	Femmes
TOTAL (1+2+3+4)	266 [] NA [] NAP	43 [] NA [] NAP	223 [] NA [] NAP
1. Statut privé (sans contrôle d'une autorité publique)	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
2. Professionnels nommés par l'Etat	266 [] NA [] NAP	43 [] NA [] NAP	223 [] NA [] NAP
3. Fonctionnaires	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
4. Autre	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser le statut de ces notaires :

192-1. Quelles sont les conditions d'accès à la profession de notaire (plusieurs options possibles) :

- diplôme
- expérience professionnelle/formation professionnelle
- examen
- procédure de nomination par l'Etat
- autre (veuillez préciser):

Commentaires A notary is free in its professional activities and exercises public authorities through notarial and other associated activities on the basis of the Law on Notary of Georgia and other legal acts. While performing its notary duties, a notary is independent and impartial.

A notary is appointed to the position by the Minister of Justice. Any capable citizen with higher legal education, who has undergone internship (or has 5 year working experience at specialization) and a qualifying examination for notaries can be appointed to the position of a notary.

192-2. Le mandat des notaires est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :65
- non, veuillez indiquer la durée du mandat :

Commentaires - existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire). Veuillez préciser : Based on the proposal of the Notary Chamber, the Minister of Justice may extend a notary's term of office for no more than 5 years.

194. Quel type de fonctions exercent les notaires (plusieurs réponses possibles):

- dans le cadre de certaines procédure civile (par exemple successions ou partage successoral, divorce par consentement mutuel)
- authentification
- certification des signatures
- contrôle de légalité des documents soumis par les parties
- médiation
- prestation de serments
- autre, par exemple collecter les taxes, tenir des registres (veuillez préciser) :

Commentaires A notary public shall issue a writ of execution on the basis of a matured claim for the enforcement of the payment of monetary indebtedness, the assignment of title to property, also, on the basis of a request, compulsory enforcement against a mortgaged/charged property, if the consent of the parties thereto exists, and the legal consequences of the issuance of a writ of execution are explained in writing by the notary public in a notarial act.

Besides, a notary public may make a public offering of a thing. The public offering of the thing may be made through an electronic auction and/or other electronic means. Forms of public offering, as well as the electronic means used for public offering, shall be determined by the Minister of Justice. On the basis of the right to make a public offering of a thing, a notary public is also authorized to provide a consultation to an interested party.

194-1. Les notaires ont –ils des droits exclusifs dans l’exercice de leurs fonctions :

- dans le cadre de certaines procédure civile (par exemple successions ou partage successoral, divorce par consentement mutuel)
- authentification
- certification des signatures
- contrôle de légalité des documents soumis par les parties
- médiation
- prestation de serments
- autre, par exemple collecter les taxes, tenir des registres (veuillez préciser) :

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu des droits exclusifs des notaires ou, au contraire, des indications sur la concurrence à laquelle ils peuvent être confrontés: Issues certificates of inheritance; Certifies the accuracy of the translation from one language to another.

Authentication of the contracts in relation to immovable property can be done by the Public Registry officers as well.

194-2. Dans quels domaines du droit les notaires ont-ils des compétences (plusieurs réponses possibles) ?

- Transaction immobilière
- Droit de la famille
- Droit des successions
- Droit des sociétés
- Contrôle de la régularité des jeux de hasard
- Autres

Commentaires

194-3. Les notariats utilisent-ils des systèmes numériques spécialisés dans leur activité ?

- Dans l'élaboration d'instruments authentiques
 Dans l'enregistrement d'instruments authentiques (archives)
 Pour d'autres activités (veuillez préciser) :

Commentaires

195. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?

- Oui
 Non

Commentaires

196. Si oui, quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les notaires (plusieurs options possibles)?

- une instance professionnelle
 le tribunal
 le ministère de la Justice
 le procureur
 autre (veuillez préciser) :

Commentaires Together with the Ministry of Justice, the Notary Chamber of Georgia is an authority entrusted with supervising and monitoring the notaries' work. It is a legal entity of public law operating under the supervision of the Ministry of Justice of Georgia pursuant to the Law on Notary (see www.notary.ge).

196-1. Existe-t-il un système de formation continue générale pour les notaires ?

- Oui
 Non

Commentaires

I1. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 192:

Sources : Data provided by the Ministry of Justice of Georgia (see www.moj.gov.ge);
Data provided by the Notary Chamber of Georgia (see www.notary.ge)
The electronic Registry of Notaries;
The Order 1627 of Minister of Justice of Georgia 2016, December 14;
Statistical data provided by the Notary Chamber
<https://www.matsne.gov.ge/ka/document/view/90928?impose=translateEn&publication=17>

10. Interprètes judiciaires

10.1. Précisions sur la profession d'interprète judiciaire

10.1.1. Statuts des interprètes judiciaires



197. Le titre d'interprète judiciaire est-il protégé ?

Oui

Non

Commentaires

198. La fonction d'interprète judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

Oui

Non

Commentaires

199. Nombre d'interprètes judiciaires accrédités ou enregistrés :

[]

[X] NA

[] NAP

Commentaires

200. Existe-t-il des critères relatifs à la qualité de l'interprétation dans les tribunaux ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser (par exemple avoir passé avec succès un examen particulier) : According to Art. 213 of the Civil Procedure Code The court shall instruct an interpreter on his/her duty to interpret the explanations, testimonies and statements of persons who have no command of the language of the legal proceedings, and to interpret for these persons the content of the explanations, testimonies, statements, and documents made public in court, as well as the content of court orders, rulings and judgements. The court shall warn the interpreter that he/she shall incur criminal liability for deliberately incorrect interpretation. If an interpreter does not appear before the court without reasonable cause or avoids fulfilling his/her duties, he/she shall be penalised with GEL 50. Document proving the knowledge.

201. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des interprètes judiciaires ?

Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée

Oui, pour les recruter sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique

Non, veuillez préciser quelle autorité est responsable de la sélection Common Courts Department LEPL

Commentaires Recruitment and/or appointment for a specific term of office as well as on an ad hoc basis is done by the Department of Common Courts and not by the specific court which conducts a hearing.

J1. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 199

Sources : Data received from the High Council of Justice www.hcoj.gov.ge

11.1. Profession d'expert judiciaire

11.1.1. Statuts des experts judiciaires

202. Dans votre système, quels types d'experts judiciaires peuvent être impliqués dans des procédures judiciaires (plusieurs options possibles):

experts à qui les parties demandent d'apporter leur expertise pour soutenir leur argumentation,

experts nommés par le tribunal pour mettre à la disposition de celui-ci leurs connaissances scientifiques et techniques sur des questions de fait,

«Experts juristes » qui peuvent être consultés par le juge pour des questions de droit spécifiques ou qui ont pour tâche de soutenir le juge dans la préparation du travail judiciaire (mais qui ne participent pas au jugement).

Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

202-1. Existe-t-il des listes ou des bases de données d'experts judiciaires agréés ?

Oui

Non

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant ces listes ou bases de données d'experts si elles existent (par exemple : l'expert prête-t-il serment ? comment est évaluée sa compétence ? par qui ?) :

202-2. Qui est responsable de l'enregistrement des experts judiciaires?

Le Ministère de la Justice

Les tribunaux

Un organisme indépendant (association d'experts judiciaires)

Autre

Commentaires NAP

202-3. L'enregistrement des experts judiciaires est-il limité dans le temps ?

Oui, pour combien de temps

Non

Commentaires NAP

203. Le titre d'expert judiciaire est-il protégé ?

Oui

Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez indiquer en quoi consiste cette protection : According to article 335 of Criminal Code of Georgia Coercion of a person by deception, blackmail or other unlawful act by an official or by a person equal thereto to provide an explanation or evidence, or coercion of an expert to provide an opinion, shall be punished by imprisonment for a term of two to five years, with deprivation of the right to hold an official position or to carry out a particular activity for up to five years.

According to Article 365 Any threat to kill or to damage the health or destroy the property committed against a prosecutor, investigator, lawyer, expert, enforcement officer, other participant of the legal proceedings or their close relatives, in connection with the investigation, conduct of defense, court hearing of a case or material and/or with the enforcement of a judgement or other court decisions, shall be punished by a fine or imprisonment for up to two years.

203-1. L'expert judiciaire a-t-il une obligation de formation ?

	Obligation de formation
Formation initiale	(X) Oui () Non
Formation continue	() Oui (X) Non

Commentaires

203-2. Si oui, cette formation concerne-t-elle :

la procédure judiciaire

le métier de l'expert

autre

Commentaires

204. La fonction d'expert judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

(X) Oui

() Non

Commentaires

204-1. A l'occasion d'une mission qui lui est confiée, l'expert judiciaire est-il dans l'obligation de signaler ses éventuels conflits d'intérêt ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

205. Nombre d'experts judiciaires accrédités ou enregistrés :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'experts	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires

205-1. Qui fixe la rémunération de l'expert ?

- Remuneration is set by the contract.

206. Existe-t-il des dispositions impératives relatives à l'exercice de la fonction d'expert judiciaire

dans le cadre des procédures judiciaires ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser, notamment les délais impartis pour présenter un rapport technique au juge : The rights and obligations of the

experts are regulated by procedural law, in case of incorrect report an expert may be subject to prosecution.

According to Art. 51 (2) of the Criminal Procedure Code of Georgia, "an expert shall be impartial regardless of the party that has summoned him/her". Furthermore, Art. 52 (2) of the Code defines the obligation of the expert to:

a) include in the expert opinion the circumstance established during the expert examination about which the person who initiated the expertise, and/or other authorized participants of the proceedings have not asked questions ; b) safeguard the object of expert examination and return it after the expert examination to the person who initiated the expertise, unless this object has been fully used up during the examination;

c) file for self-disqualification if there are relevant grounds provided for by law.

206-1. Nombre d'affaires pour lesquelles une expertise a été ordonnée par un juge ou requise par les parties

	Nombre d'affaires
Total (1+2+3+4)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
1.Affaires civiles et commerciales litigieuses	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2.Affaires administratives	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
3.Affaires pénales	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
4.Autre affaires	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires

207. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des experts judiciaires ?

Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée

Oui, pour les recruter et/ou les nommer sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique

Non, veuillez préciser qui est responsable de cette sélection

Commentaires

207-1. Le juge contrôle-t-il le déroulement des opérations d'expertises ?

Oui

Non

Commentaires

K1. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 205

Sources : Data provided by the High Council of Justice of Georgia www.hcoj.gov.ge

12. Les réformes dans le système judiciaire

12.1. Réformes envisagées

12.1.1. Réformes

208. Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles envisagées ? Veuillez préciser si ces réformes sont en préparation ou si elles ont simplement été envisagées jusqu' alors. Des projets innovants ont-ils été mis en œuvre ? Si possible, respectez les catégories suivantes:

1. Programmes de réforme généraux NA

2. Budget NA

3. Tribunaux et ministère public (par exemple pouvoir et organisation, modifications structurelles -par exemple la réduction du nombre des tribunaux-, gestion et méthodes de travail, technologies de l'information, arriéré judiciaire et efficacité, frais de justice, rénovation et construction de nouveaux bâtiments) In 2018, the Prosecution Service of Georgia (PSG) has continued to be subject of important reforms aiming at further strengthening its independence, transparency and effectiveness. On 16 December 2018, the new Organic Law of Georgia on Prosecution Service and the amendments to the Constitution of Georgia entered into force. The main improvements provided by the legislative amendments can be summarized as follows:

- The clause on independence of the PSG was enshrined in the Constitution of Georgia;
- The PSG was established as a separate branch of power, outside of the Ministry of Justice, headed by the General Prosecutor;
- The status of the Prosecutorial Council was upgraded by defining its role and mandate in the Constitution;
- The ex officio membership and chairmanship of the Minister of Justice to the Prosecutorial Council were abolished. Based on the legislative amendments, chairmen is elected by the Prosecutorial Council itself;
- The selection of the candidate for the Prosecutor General to be nominated to the Parliament of Georgia is carried out by the Prosecutorial Council rather than by the Minister of Justice;
- The Rules of Procedure of the Prosecutorial Council are approved by the Prosecutorial Council itself instead of the Minister of Justice;
- The disciplinary procedures for prosecutors were introduced to the Organic Law. Previously, they were not provided in the law;
- The basic rules and criteria for performance assessment of prosecutors were introduced to the Organic Law. Before, the law did not contain such rules and criteria;
- The rules and criteria for recruitment of prosecutors were specified in the law and new provision on vetting of candidates was introduced to the legislation;

The basic rules for promotion of prosecutors were introduced to the Organic Law; The legislative guarantees were provided by the Organic Law to the collegial body in charge of career management and disciplining of prosecutors, now the Career Management, Ethics and Incentives Council. Before, there was a Consultative Council which was established based on the Order of the Chief Prosecutor;

The composition of the Career Management, Ethics and Incentives Council was defined in the legislation and participation of elected representatives of the PSG was ensured in its activities. Prior to that, composition of such council was fully decided by the Chief Prosecutor;

The possibility of addressing the Career Management, Ethics and Incentives Council by the interested investigators and prosecutors was enshrined in the legislation. Previously, this was unregulated at all.

Following the very recent finalization of the extensive reforms, currently PSG is in the process of monitoring their practical impact as well as identifying and exploring new areas for introducing progressive changes. In parallel, PSG routinely continues implementation of its Strategy and Action Plan as well as capacity building activities for its prosecutors and investigators. The goals under the PSG Strategy and Action Plan include strengthening crime prevention measures, increasing the quality of investigation and prosecution, improving the human rights protection, increasing the independence of prosecutors, capacity building of PSG staff and improving the public trust in the Prosecution Service.

3.1. Accès à la justice et aide judiciaire NA

4. Conseil supérieur de la magistrature In the draft law which encompasses the change in the Organic Law on Common Courts the listeners of the High School of Justice are selected by the independent board of the High School of Justice (in the current version of the law the listeners are selected by the High Council of Justice).

5. Professionnels de la justice (juges, procureurs, avocats, notaires, agents d'exécution, etc.) : organisation, formation, etc. A new draft Code of Enforcement has been prepared by the Ministry of Justice. The novelty will significantly modify the structure of activities of the National Bureau of Enforcement. The draft Code aims to create a new effective enforcement system and clearly separate the rights and responsibilities of the parties involved in the enforcement process, to simplify the enforcement proceedings and improve the services both – within and out of the enforcement process and to propose the new services to the consumers. According the changes, a Chamber of Enforcement Agents will be established. The main goal of the draft law is to introduce the principle of proportionality for the whole process, which entails the proportionality of enforcement actions and its extent towards the existing debt. The changes will also considerably contribute to the fast and effective dispute resolution. Furthermore, it is essential to introduce new standards of bailiff performance that will protect the interests of creditors and reduce the possibility of the debtor's rights being violated. In addition to the abovementioned, the draft code aims to harmonize Georgian enforcement legislation with the standards of EU countries. This factor will stimulate the quality of the protection of human rights, including property rights, and develop the investment environment.

6. Réformes en matière civile, pénale et administrative, de conventions internationales et d'actes de coopération NA

7. Exécution des décisions de justice A new draft Code of Enforcement has been prepared by the Ministry of Justice. The novelty will significantly modify the structure of activities of the National Bureau of Enforcement. The draft Code aims to create a new effective enforcement system and clearly separate the rights and responsibilities of the parties involved in the enforcement process, to simplify the enforcement proceedings and improve the services both – within and out of the enforcement process and to propose the new services to the consumers. According the changes, a Chamber of Enforcement Agents will be established. The main goal of the draft law is to introduce the principle of proportionality for the whole process, which entails the proportionality of enforcement actions and its extent towards the existing debt. The changes will also considerably contribute to the fast and effective dispute resolution. Furthermore, it is essential to introduce new standards of bailiff performance that will protect the interests of creditors and reduce the possibility of the debtor's rights being violated. In addition to the abovementioned, the draft code aims to harmonize Georgian enforcement legislation with the standards of EU countries. This factor will stimulate the quality of the protection of human rights, including property rights, and develop the investment environment.

8. Médiation et autres mesures alternatives au règlement des litiges New Law on Mediation

In Georgia courts are overburdened with vast caseload. Mediation is thought to be one of the solutions to this problem. Through mediation, specially trained neutral experts help people solve their civil disputes in a fast and efficient manner without entering into lengthy and costly judicial proceedings. Now the time has come to institutionalize and expand mediation based on Georgian traditions, modern needs and international experience. European Union and UNDP, along with other international donors, had actively supported this process, including by coordinating works over a new Law on Mediation and its implementation in line with international standards. Key Objectives of the Legislative Package are the following:

Developing mediator's profession

Setting up a strong and credible institutional framework for self-regulation of mediators

Creating balanced supply and demand in mediation market

Encouraging the resolution of disputes by means of mediation

Reducing the existing backlog of cases in courts

The Law applies to:

Court-annexed mediation – a mediation process which takes place after a lawsuit is lodged with the court, when the court hands the case over to a mediator pursuant to the Civil Procedure Code. A mediator must be selected from the Unified Mediators Registry.

Private mediation – an out-of-court mediation process which takes place based on a mediation agreement between the parties. A mediator is selected by the parties from the Unified Mediators Registry.

Besides, If there is a mediation agreement between the parties, the court will not hear the case until the conditions agreed to in the mediation agreement are fulfilled. If there is no mediation agreement and any party refuses to resort to mediation, the judge:

- at a preparatory hearing, or

- through a phone conversation or video conference with the parties -

will be obliged to find out the reasons of such a refusal and explain to the parties the advantages and legal consequences of mediation.

A settlement agreement resulting from mediation may be subject to enforcement via court if the mediator was chosen from the Unified Mediators Registry. If the private mediation is led by the person who is not enlisted in the unified registry, the reached settlement will be considered a regular contract and breach of contract rules may accordingly apply.

The Association of Mediators will be established as a legal entity of public law and a self-regulated body. It will be composed of the mediators enlisted in the unified registry. Abovementioned legislative amendments have been already adopted by the Parliament of Georgia through two sessions.

9. Lutte contre la criminalité NA

9.1 Système pénitentiaire NA

9.2 La justice adaptée aux enfants NA

9.3 La violence entre partenaires NA

10. Nouvelles technologies de l'information et de la communication NA

11. Autres NA